

n° 672 du 4 au 11 octobre 1975 3,50 F
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

PSU

socialiste

Franco tue...

Giscard ! jé
le comprends mieux
quand il se tait !



GISCARD SE TAIT

Sommaire

M. ROCARD : il court, il court	p. 4
CHATELLERAULT : l'embarras du choix	p. 4
PROCES : la peau d'un Cévenol	p. 5
SOCIAL : vertiges de la crise	p. 6
ENTREPRISES : la réforme revient ...	p. 6
4 OCTOBRE : la colère des jeunes chômeurs	p. 7
FRANCO : 40 ans de préméditation	p. 8 - 10
— l'article de Marc Echeverry	
— des témoignages sur les violences de la police à Paris	
— une lettre d'Edouard Depreux	
— des correspondances de Lyon, St-Brieuc, et de toute la France	
PORTUGAL : l'heure de la vérité ?	p. 11
ITALIE : de compromis en compromis	p. 12
LIVRES DU MONDE : Vietnam, URSS, Maurice	p. 13
LUTTES DANS LES VILLES :	p. 14 - 15
— une autre vie...	
— HLM : comment ils nous volent	

Pour préparer une formule nouvelle

TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

- Adressez votre soutien financier au **PSU « Soutien TS »**
CCP 14 020 44 Paris

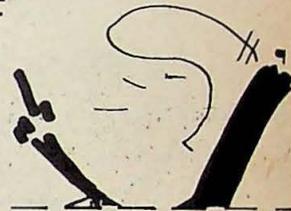
Nom :
Adresse :
Montant du don :

- et abonnez-vous à TS...

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



Luttes anti-impérialistes :

deux journées à la Cartoucherie

A l'initiative du CEDETIM, deux journées culturelles anti-impérialistes auront lieu le 11 et 12 octobre 1975 à la Cartoucherie de Vincennes, organisées par 31 organisations de travailleurs immigrés et comités de soutien aux luttes des peuples d'Asie (Indochine, Indonésie...), du Moyen-Orient et des Pays Arabes (Palestine, Oman, Maroc, Tunisie...),

d'Afrique (Afrique Australe, Afrique du Sud, Afrique de l'Ouest, Sahel...), d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Uruguay, Bolivie, Brésil, Caraïbes,...), d'Europe (Portugal, Espagne, Irlande, Minorités Nationales européennes,...).

Ces journées sont organisées pour populariser la réalisation

d'un centre de documentation et d'information pour les luttes anti-impérialistes. Au cours de ces journées, l'ensemble des comités cherchera à mettre en évidence les liaisons des luttes anti-impérialistes entre elles et avec la lutte des classes en France.

Un effort particulier sera fait pour trouver de nouvelles formes

d'intégration, de l'animation culturelle au débat politique. Cette animation sera permanente pendant les deux journées sur les cinq plateaux régionaux et sur un plateau central. Elle comprendra des films, des activités culturelles (chansons, théâtre, expositions,... des débats politiques, des plats régionaux et des bals populaires).



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCÉN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUE, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P. Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

- MEETINGS PSU

— « Dix heures pour le Portugal », le dimanche 5 octobre, à Bordeaux (Bègles) : meeting à 16 h avec Fernando Marquès, Pedro Rodriguez, Cesar Oliveira et Bernard Ravenel. Le soir, à 21 h, gala de solidarité avec Bernard Lavilliers et le quarteto Cedron.

— Dans la Seine-Saint-Denis, le 10 octobre, avec Michel Maisel.

— A Bourges, le 24 octobre, avec Michel Mousel et Maguy Guillien.

— « Questions à la gauche révolutionnaire portugaise », avec

Calendrier politique

Marques (LUAR), Rodrigues (PIES), Carnero (FSP), le 6 octobre à 20 h 30, 10, rue de Lancry Paris 10e (réservé aux militants du PSU).

- FEMMES

Dimanche 5 octobre à Hendaye, manif de femmes (MLF, MLAC, Planning, Glif, Pétroleuses, etc...). Rassemblement au fronton de Hendaye-Ville. Départ de Paris (Porte d'Orléans) le samedi 4 octobre à 19 h 30 en car-couchette (retour lundi à 8 h).

- AMERIQUE LATINE

Le 8 octobre 1967 dans les montagnes de la Bolivie, tombait

Che Guevara. Le 5 octobre 1974, à Santiago de Chili, Miguel Enriquez mourait les armes à la main. La junte des coordinations révolutionnaires (Bolivie, Argentine, Chili, Uruguay) organise un meeting à la Mutualité, à Paris, le 8 octobre à 20 h 30, avec la participation de Manuel Cabieses (membre du comité central du MIR) et les chansons de Patricio Mans, Charo Cofré et Daniel Viglietti.

- DEBAT SUR LA CRISE

Face à la crise, quelle alternative ? Débat le vendredi 17 octobre à la Mutualité à 20 h 30 avec Rossana Rossanda, Charles Piaget et Michel Mousel.

Black Moon, Numéro Deux

Quinze ans après : La nouvelle vague



au début il y avait ça : un paysage et dedans on a mis une usine.
au début il y avait ça : une usine et autour on a mis un paysage.



à mon avis, papa c'est une usine.
à mon avis, maman c'est un paysage.



les gens, il convient de ne les connaître que disponible... à certaines heures pâles de la nuit, avec des problèmes d'hommes, des problèmes de mélancolie.



quelquefois oui, je regarde ma queue... il y a des moments où tout passe par la queue... par ici la sortie Messieurs Dames... passez la monnaie.



MON
TON
SON IMAGE

c'est pas de la politique c'est du cul.
non, c'est pas du cul, c'est de la politique.

La sortie simultanée de la première production de Jean-Luc Godard, Numéro deux, et du dernier film de Louis Malle, Black Moon, appelle un parallèle entre deux cinéastes et deux types de films qui constituent les deux pôles vers lesquels tend un certain cinéma français...

Avant même ce qu'on a appelé « la Nouvelle vague », ce jeune homme de bonne famille et de bonne composition qu'est Louis Malle co-signe Le Monde du silence avec le commandant Cousteau, mettant ainsi sa toute fraîche technique au service des prises de vue sous-marines avant de la mettre au service du sempiternel policier où doit passer tout aspirant à la carrière. Rien de personnel, mais du style, de l'épate, un climat comme on dit.

Qu'avait apporté Malle au moment où apparaissent Godard et la nouvelle vague ? Rien, il faut le dire. Un styliste brillant et un virtuose capable d'aborder les sujets dans le vent, de faire croire à l'audace et à la nouveauté. En dépoussiérant quelques vieilles images, Malle prouve par la suite qu'il n'est que cela ; mais il sait aussi très bien préparer critiques et public en leur révélant à l'avance les clés d'œuvres transparentes ou vides, de Zazie dans le métro, enfantillage esthétisant, à Vie privée, mythifiante démythification.

attendre la mort ?

Certes Godard n'a rien d'un prolétaire du cinématographique ; il arrive précédé d'une aura critique bruyante et dans le sillage de Truffaut et de Chabrol. Mais pour lui, le cinéma d'emblée n'est pas un simple gagne-pain où il s'agit d'être le plus brillant. C'est un instrument d'investigation et de lutte. Pour qui ? Contre qui ? C'est à le trouver aussi que s'acharne Godard. En filmant A bout de souffle autrement que comme un policier bien ficelé, il révolutionne presque sans le vouloir la façon de faire et de concevoir le cinéma. Il dit aujourd'hui qu'il « sortait d'un certain fascisme » parce qu'au lieu de se fondre dans les mythologies hollywoodiennes, il s'en distancie par l'image, l'interrogeait, en brisait la fascination. Témoin le saut qui suit dans la réalité politique du moment, avec Le petit soldat. La guerre d'Algérie, même vue subjectivement par un jeune bourgeois cinéphile qui s'assume comme tel.

Après mai 68, même divergence : Malle explore l'Inde et en rapporte un splendide reportage où peuvent s'abandonner ceux qui cherchent une solution dans un certain exotisme idéologique, une autre civilisation, idéale. Godard tente d'abandonner son prestige culturel et de mettre son expé-

rience et sa pratique au service d'une révolution encore théorique et mythique.

Ces deux attitudes contradictoires éclatent à l'évidence aujourd'hui : Black Moon est une imagination purement décorative destinée à la seule contemplation. Une œuvre-piège (qui suit des films aussi faussement audacieux et douteusement ambigus que Le souffre au cœur ou Lacombe Lucien) où chacun peut à loisir se perdre et broder à l'écart de toute atteinte de la réalité extérieure. Le vagabondage de l'esprit et la rêverie absolue. A la fois tout et n'importe quoi, puisqu'il s'agit de créer un autre univers dont les règles nous resteraient inconnues. Et l'exemple nous est donné par l'héroïne : il s'agit bien de nous fondre dans cet univers et de nous y endormir pour y attendre la mort.

un certain lavabo

C'est au contraire une esthétique de l'éveil qu'a toujours visée Godard. Chaque fois que nous croyons savoir quelque chose du monde et du cinéma, il le remet en cause, approfondissant à la fois sa vision et sa réflexion. Loin de s'appuyer uniquement sur des effets de brouillage ou de dépaysement, il sape les fondements-mêmes du cinéma. Au moment où un film moyen coûte plus de 500 millions d'anciens francs (au fait, combien a coûté ce monument d'ennui glacé et de bon goût qu'est Black Moon ?), Godard tient le pari de refaire A bout de souffle avec le budget de l'époque (60 millions anciens) brisant ainsi le carcan économique, entrave à la liberté de communication.

Communiquer est ici le mot-clé : il ne se communique rien au moyen de Black moon, où l'on voudrait nous faire croire que les êtres, les choses, les règnes communiquent à l'infini. Numéro deux, à part cette prouesse économique et un certain lavabo, n'a rien à voir avec A bout de souffle, sinon qu'il reprend le cinéma à zéro, de nouveau. Le recours à la vidéo permet de combiner différemment les images, d'établir d'autres rapports. Non pour un jeu de l'œil et de l'esprit, mais pour faire jouer les mots, ces instruments primitifs de la communication. Car précisément c'est de cela qu'il est question à l'infini dans Numéro deux : d'une communication rompue qu'on s'efforce sans cesse de rétablir, entre les êtres, entre le spectateur et le film. Un film de famille, pour revenir au plus près des occupations de la population. Comme vous ou moi pouvons en faire. Mais un film irritant, pas facile, épuisant même, parce qu'insaisissable, ne ressemblant à rien, pas même à un film. Quelque chose qui voudrait nous empêcher de dormir, de penser et d'aimer en rond. Quelque chose d'autre ; pas un autre monde, mais un instrument qui nous ramène à notre monde.

Stéphane SOREL ■

Politique



Michel Rocard au PS

Il court ! Il court !

Michel Rocard accède au secrétariat national du PS. Telle sera la décision que François Mitterrand fera avaliser par son prochain comité directeur. Ce que le premier secrétaire avait refusé à Rocard lors du congrès de Pau, il le lui donne donc aujourd'hui.

Il faut bien dire qu'entre temps, les « rocardiens » se sont bien comportés. Pas d'écart de langage : ils ont bien appris à citer le Programme commun et à rendre hommage à tout propos au leader du parti. Pas d'écart de conduite : leur place dans la bataille anti-CERES (notamment dans le secteur entreprise) s'est située là où il convenait : aux avant-postes. La manière utilisée pour lancer leur revue a été plus que *fair-play* : Jospin et Estier figureront au comité de rédaction de *Faire*.

Du coup, ce qui fut la « troisième composante » des Assises boit du petit lait. Pensez : le PS a maintenant des « thèses » autogestionnaires, une revue autogestionnaire (soutenue par le très autogestionnaire *Nouvel Observateur*), un secrétaire national autogestionnaire. L'avenir leur appartient. Et qu'on ne vienne pas leur parler du présent, de la démocratie dans le parti et dans son appareil, du Portugal et autres balivernes. Seul compte l'avenir, l'avenir radieux des autogestionnaires au sein du PS...

Intronisé par Mitterrand soi-même comme leader de la « vraie gauche » au sein du parti, Rocard continue à bénéficier de l'atout écrasant que constitue pour lui la faible crédibilité des autres successeurs possibles à la direction du PS. Pour l'heure, de mauvaises langues pensent qu'il pourrait aussi être de fort bon conseil, au secrétariat national, pour expliquer comment on pourrait débarrasser le parti de la fraction la plus gênante du CERES, sans que cela ait l'air du tout d'un virage à droite...

Il en est même qui pensent qu'il ne serait pas mauvais d'accélérer les choses. « Après tout, explique un leader syndical, il vaut mieux que ce soit Mitterrand maintenant qui couvre les opérations chirurgicales nécessaires plutôt que Rocard après... ». Le pari est que, sommé de s'incliner ou de partir, le CERES se divisera entre un petit groupe acceptant la rupture (et comprenant notamment certains « chefs historiques » peu populaires dans leur propre base), et le plus grand nombre qui, restant au sein du parti, sauront alors enfin reconnaître où est la vraie gauche...

Le pari vaut ce qu'il vaut. Mais donne à penser sur ce à quoi conduit l'ardente volonté de faire du PS un parti combatif et... autogestionnaire.

G.H ■

élections législatives de Châtellerauld : l'embaras du choix

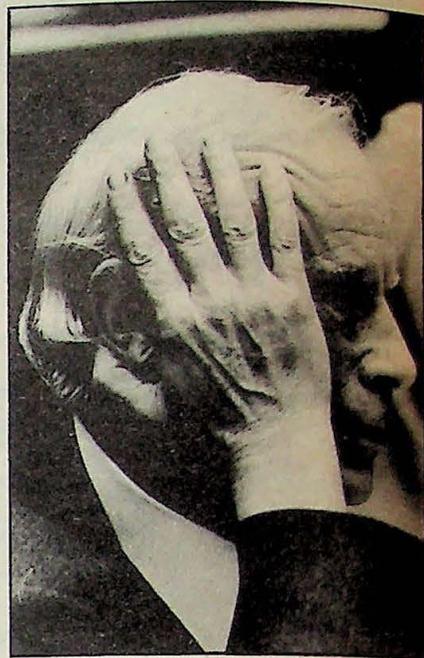
Face à Pierre Abelin, ministre de la Coopération et représentant patenté du pouvoir, trois candidats de gauche briguent dimanche les suffrages de la population de Châtellerauld. Il y a Paul Fromont, un homme du crû, professeur, membre du comité central du PCF, qui — malgré tout ce qui nous différencie dans nos conceptions politiques — avait au moins manifesté un esprit de dialogue lors du débat sur l'autogestion qu'il avait mené sans sectarisme avec notre camarade Serge Depaquit.

Lutte ouvrière a cru devoir présenter un militant de Bourges, ce qui fait un peu loin tout de même. Quant au PS, il faut prendre acte de sa rupture avec la municipalité de droite. Il est à regretter quand même que — pour lancer Edith Cresson, responsable nationale du secteur enseignement, para-

chutée dans cette circonscription — il n'ait pas été tenu compte en priorité de l'opinion des militants locaux du PS, les premiers concernés pourtant, et dont on connaît les sympathies pour le CERES.

En l'absence d'une candidature unique du mouvement ouvrier et en fonction des divergences vis-à-vis des programmes proposés par les candidats du socialisme, la fédération de la Vienne du PSU appelle donc les travailleurs à voter pour le candidat de gauche de leur choix. Elle appelle les travailleurs à se mobiliser dans l'unité pour faire face au candidat du pouvoir, pour barrer la route au représentant d'une politique qui se prétend « libérale » mais qui envoie ses flics et ses chiens contre les travailleurs.

A.T. ■



le contraire d'un innocent

Il ne faut pas attendre de ce gouvernement, dont M. Abelin est membre, une quelconque amélioration de la condition des travailleurs. N'attendons rien non plus des sociétés dont M. Abelin fut administrateur (CGCT, LMT, filiales d'ITT, tristement célèbre pour l'écrasement du peuple chilien). C'est pourtant cet homme qui « affrontera » bientôt les élections de Châtellerauld.

Jamais, depuis la dernière guerre, la France n'avait connu une situation aussi grave, marquée pour la première fois non par un simple ralentissement mais par une diminution de

l'activité économique. A Châtellerauld, Socotra menace de faire 45 licenciements, 600 salariés sont au chômage partiel chez Bléreau, à Gallus un premier train de licenciements est prévu, la champignonnière Pascaud vient de fermer. On dénombre 3 000 chômeurs dans les neuf cantons de la circonscription, dont la plupart sont des jeunes.

Cette situation, le pouvoir l'a systématiquement recherchée. Il suffisait de mettre à profit la crise pour permettre au patronat de « muscler les entreprises ». En clair, cela signifiait : fermer les usines jugées non

rentables, concentrer les entreprises, les reconvertir vers des sources plus importantes de profit.

Le gouvernement parle de relance, mais ce sont les capitalistes qui ont droit au cadeau avec plus de dix milliards de réduction d'impôts. Pour les travailleurs, ni relance ni réduction du chômage, bien au contraire.

Ce n'est donc pas un candidat « innocent » que les électeurs de Châtellerauld auront à juger...

J.-F.M. ■

le centre populaire de formation socialiste :

un départ en flèche

Près de 400 inscriptions en quelques semaines. Une série de cassettes en vente dès le 7 octobre. Des antennes régionales en préparation. Des grands débats qui s'organisent. C'est le premier bilan du Centre populaire de formation socialiste. Un succès donc ; un succès qui confirme la volonté des militants révolutionnaires de fonder leur activité politique ou syndicale sur une connaissance scientifique de la société qu'ils combattent, sur l'appropriation de la méthode

marxiste d'analyse, sur les acquis de l'histoire du mouvement ouvrier.

C'est l'ambition du centre de contribuer à cette formation sans laquelle les militants sont bien souvent désarmés. Il ne s'agit donc pas de faire des « cours », de transmettre un savoir figé, une doctrine qu'il s'agirait d'apprendre, comme à l'école, pour la « ressortir ». Il s'agit d'aider les travailleurs et les jeunes à utiliser par eux-mêmes cet immense avantage qu'ils peuvent avoir sur

leurs ennemis : la claire intelligence des mécanismes de la société qui les exploite.

De plus, l'édition en cassettes des « cours » permettra à de nombreux camarades, participants ou non au Centre, de retravailler les sujets et surtout d'organiser à leur tour, dans leur syndicat, dans leur section, leur MJC, avec des amis, etc. des réunions de formation et de discussion.

M. N. ■

scandale : Markovic est-il vraiment mort ?

La mort, inexplicable sept ans après, de Stephan Markovic nous a déjà procuré bien des joies et révèle bien des liaisons... dangereuses. Ce qu'on sait, c'est que Stephan Markovic, garde du corps de Delon, est trouvé en septembre 1968 enveloppé dans une housse de matelas qui pourrait appartenir à Marcantoni, lequel est dénoncé par les amis de Markovic comme l'inspirateur du meurtre. Delon, qui fréquente du beau linge, a rencontré à plusieurs reprises les Pompidou. Or, c'est l'époque, où — vacillant — le règne de de Gaulle voit se lever la « gloire » du même Pompidou. Question de pure

idéologie : tout est mis en œuvre pour « mouiller » les Pompidou dans ce meurtre.

Depuis, sept ans ont passé, Pompidou aussi ; et puis les mémoires s'embrument... Personne ne connaît plus personne ; Marcantoni ne connaît pas Uros Milerevitch qui vient de se constituer prisonnier en affirmant lui avoir donné l'ordre de tuer Markovic. Delon ne connaît pas Pompidou (qui ça ?), ou alors si peu. Le procureur ne connaît pas Uros. Les services spéciaux — oh combien ! — ne connaissent plus les acteurs de la calomnie. Et surtout, personne ne connaît le meurtrier...

Ca ne vous rappelle rien... un meurtrier que personne ne connaît : sept ans d'enquête inutiles, l'insaisissable court toujours : vous l'avez sur le bout de la langue : c'est Carlos qui a tué Markovic ! Solution élégante, logique, politiquement saine et — de la sorte — ce n'est qu'une histoire entre étrangers.

D'ailleurs, des scandales comme ça, on n'en voit pas en France. Ou alors je me suis trompé quelque part.

J.T. ■

Le procès de J-L Majourel :

La peau d'un Cévenol

Vendredi 26 septembre 1975. 14 heures. Jean-Luc Majourel et trois autres Cévenols comparaissent devant les juges du tribunal de Nîmes. Ils sont accusés d'entrave à la circulation, lors du critérium des Cévennes 1974 : un rallye automobile qui se court chaque année dans la région, mais qui suscite depuis quelques temps de vives réactions de la part de la population.

En effet, pour les Cévenols, cette manifestation est synonyme de provocation. Elle occasionne trop de nuisances, et représente trop de gaspillage d'argent alors que la situation des Cévennes est au plus bas. Les écoles, les usines, les mines ferment les unes après les autres. Comme les voies de chemin de fer. Et, pour combler l'ensemble, la société du profit n'hésite pas à frapper : les terres deviennent des pelouses pour résidences secondaires ; les mas une fois retapés sont de bonnes affaires pour les promoteurs. Les Cévenols, de serviles gardiens de musée. Le Parc National des Cévennes tout proche se cache sous l'hypocrisie couverte de la protection de la faune et de la flore, avec la complicité intéressée de quelques notables...

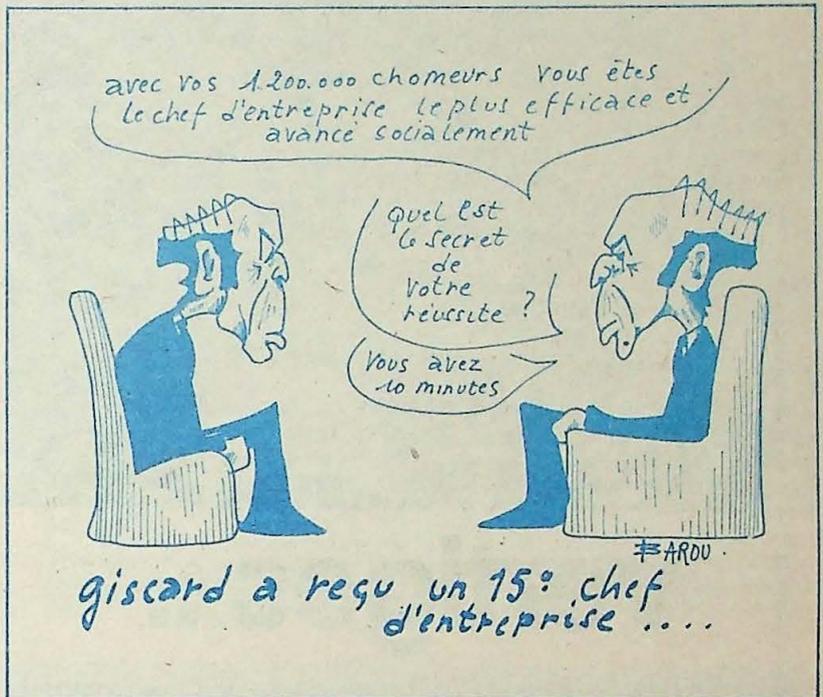
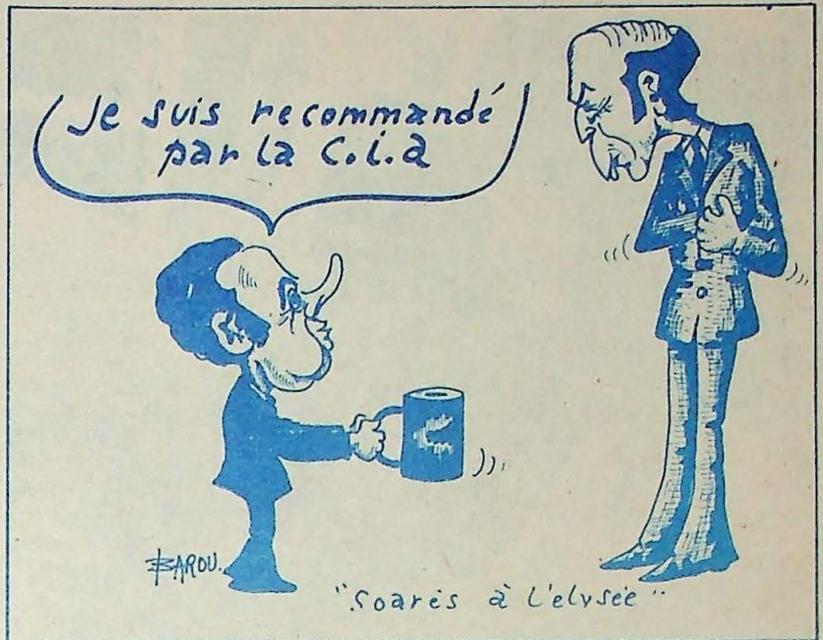
C'est dans ce contexte que de nombreux Cévenols se sont groupés autour de Jean-Luc Majourel pour lutter contre la mort des Cévennes. Ils ont sorti un journal : *Cévennes occitanes*, et — aidés par les comités *Volem Viure Al País* — ils clament tous ensemble un slogan du même nom pour montrer que c'est possible.

Mais ce mouvement régionaliste déplaît à beaucoup, et la moindre occasion est bonne pour le condamner. Le critérium des Cévennes 1974 ouvre le feu : revanche des organisateurs sur 1973, où le critérium a dû être annulé en raison d'incidents entre les concurrents et la

population. Des précautions sont prises ; une milice est engagée. Et dans la nuit du 12 au 13 décembre, trois jeunes Cévenols sont arrêtés, perquisitionnés, rendus suspects et conduits à la gendarmerie. On leur fait avouer qu'ils ont mis des rondins sur la route, et tracé des inscriptions, la veille, après avoir passé la soirée chez Majourel. Ce dernier, considéré par la gendarmerie comme un militant dangereux, est perquisitionné à son tour. Interrogé pendant 48 heures, présenté au juge Durand, il est inculpé de complicité d'entrave à la circulation et jeté en prison plus de 10 jours.

A l'audience, vendredi 26 septembre, neuf mois après le délit, des éléments de la machination policière défilent. Les inculpés aussi : mais ils n'ont même pas la possibilité de confirmer et infirmer leur déposition. Des avocats désignés s'en chargent. Seul Majourel finalement a le droit de se défendre. Aux innocents de plaider leur innocence. C'est le constat même que son inculpation s'inscrit dans le contexte général de la répression des mouvements régionalistes.

Les flics veulent avant tout sa peau : c'est un gêneur, un militant trop actif. A des tracasseries incessantes (pas moins de dix-huit contrôles d'identité en quinze jours) s'ajoutent les menaces explicites des flics : « Si vous ne vous décidez pas à quitter la région, nous nous en chargerons ». C'est ce que sont venus confirmer les témoins cités par la défense : Yves Rouquette, poète occitan ; Robert Lafont ; Luce Antoine, agriculteur cévenol, et René Trautman. Dans leurs plaidoiries, les avocats démontrent notamment que la scie de Majourel, prêtée aux trois inculpés, ne peut avoir servi à couper les arbres du barrage. Or, c'était là le principal point matériel de l'accusation. Avec prudence, le tribunal a reporté son jugement à quinzaine. M.D.



Paysans : patrons et ouvriers

Au cours du mois d'août 1975, le Modéf (Vaucluse, Drôme et Bouches-du-Rhône) a contacté les organisations du Comité d'Action Viticole et les syndicats ouvriers pour organiser avec eux des « ventes contacts ». Le but de cette opération était de mettre en contact les travailleurs en lutte de la terre et de la ville.

La CFDT et la CGT ont répondu à l'invitation du Modéf. Comme fort peu d'entreprises sont actuellement en lutte dans le Vaucluse, il fut décidé que les ventes auraient lieu dans certaines villes ouvrières : Le Pontet, Valreas, Bollens, Carpentras, et Apt.

Le 11 septembre la première vente a eu lieu. Quatorze tonnes de produits de bonne qualité ont été vendues. Mais peu de discussions eurent lieu. Les orateurs du Modéf, de la CGT, CFDT et FEN ont pris la parole pour célébrer l'unité des travailleurs.

Mais, comme le précisait le tract PSU distribué au même moment, l'unité des travailleurs, ouvriers et paysans ne pouvait se faire sur le dos des ouvriers agricoles : des milliers d'ouvriers agricoles sont actuellement payés entre 5,50 F et 6,50 F de l'heure dans la région de Cavaillon et de l'Isle sur Sorgue. Les heures supplémentaires ne sont même pas payées. Certains paysans ont menacé de leur fusil les ouvriers qui demandaient simplement à être payés au SMIC (Descalis de Cucuron, Donat de l'Isle sur Sorgue).

Les ouvriers agricoles ne pourront reconnaître leurs patrons comme des travailleurs que lorsque ceux-ci montreront clairement le camp qu'ils ont choisi en étant solidaires des salariés agricoles. Solidaires de la lutte à Pizay par exemple (contre une multinationale), ou de Plessé, (droit au travail).

Fontevraud (suite)

La fédération P.S.U. de Maine-et-Loire — avec l'accord de Maguy Guillien — souhaite préciser, en complément de l'article sur le rassemblement de Fontevraud paru dans T.S. n° 660, que l'allusion, faite dans T.S., à l'article de *Libération* ne veut pas dire qu'elle se solidarise avec les propos tenus dans ce journal.

S'il est exact que des erreurs ont pu être commises dans la préparation de la manifestation, et que la participation paysanne le jour de la fête n'a pas été celle qu'on aurait pu espérer, le rassemblement n'en a pas moins été à certains égards un succès notamment en ce qui concerne l'impact qu'il a eu dans la région et la mobilisation qui s'est faite sur le problème de l'extension du camp militaire.





vertiges...

Vertiges de la crise : hausse des prix alimentaires (+ 1 % en août) des services, des automobiles : mais des sondages font dire aux Français qu'ils aiment bien leurs bagnoles. Inflation... récession... chômage. Giscard a eu prétention à relancer l'industrie française et a consulté récemment un cénacle de patrons pour renforcer l'unité Etat-patronat, mais les Français sondés par l'IFOP sont inquiets pour 72 % d'entre eux.

Dans ces 72%, il y a bien sûr des patrons comme monsieur Ferry, qui lui, s'inquiète de l'avenir de la sidérurgie française. Il y a de quoi : 100 000 emplois supprimés (dont 40 000 licenciements) depuis janvier 1974 selon la CGT. Ce ne peut que s'amplifier d'ailleurs avec les 2 000 licenciements d'Idéal-Standard, le chômage partiel organisé à Usinor-Dunkerque, dans toute la Lorraine (60 000 personnes en chômage partiel).

Pourtant d'autres patrons, eux, sont moins pessimistes. Ils se sont certainement déjà « redéployés » en liquidant des travailleurs, en réprimant les militants

syndicaux et en recevant les mannes du plan de relance. Ainsi dans l'automobile.

Mais dans l'ensemble, on est sceptique, morose, inquiet sur la conjoncture. On s'accroche aux indices de reprise mais on sent sous ses pieds le gouffre de la crise : augmentation du chômage, hausse des prix, activité industrielle réduite : le vertige.

Devant ce vertige, qui fait quoi ? Violence, c'est le mot à la mode. Violence patronale et policière bien sûr ! « **Défense de manifester** » menace Poniatowski après avoir fait grenader à tout va les militants antifranquistes

même les plus pacifiques (lundi notamment). « **Défense de militer politiquement** » annoncent les patrons des transports aériens (Air-France, Air-Inter) qui font intervenir des petits chefs et des vigiles contre des caissières à Orly. Défense de militer ailleurs que dans des syndicats pourris, chez Chrysler. Défense d'être CGT chez Chaousson, à Creil où un militant est agressé par des nervis. Défense d'être en grève à l'usine Flandica de Warneton où un camion fonce dans un piquet de grève... La liste serait longue.

Un peuple respectueux ?

L'ordre bourgeois a besoin d'un peuple respectueux. Mais le respect n'est plus de mise dans la classe ouvrière.

Les occupations abondent : Gillet-Thaon (ceintures et apprêts) à Saint-Chamond, à Pelercem (appareillage électrique) à Lyon, à TRT de Brive, Guinard (pompes) à Chateauroux, Mas à Bort-les-Orgues, Soretex à Angers, Idéal-Standard (dans toutes les usines), aux compresseurs frigorifiques de Montluel, chez Valdrome (confection) à Valence, Thriet Cattin à la Baule, l'imprimerie Chaix de Saint-Ouen, la SICCA (réparation navale) à Saint-Malo, Dufour (voiliers) à la Rochelle, pour citer les plus récentes.

Les travailleurs séquestrent les cadres, les patrons, les députés : Valdrome, compresseurs frigorifiques, Idéal-Standard, Scavel à Bannalec (Finistère).

Les grèves se multiplient contre le chômage partiel : Rhône Poulenc, magasin central Peugeot de Nanterre, Biscuiterie nantaise de Compiègne, Naphtachimie à Martigues-Lavera (1) ; pour les salaires (Ato-chimie au Havre, Grands magasins).

Souvent ces conflits sont plus le résultat d'une révolte que d'une stratégie syndicale concertée. Mais ceci n'est pas nouveau. La classe ouvrière fait l'expérience du « coup pour coup », de l'affrontement direct avec le pouvoir, de l'attente d'un « meilleur avenir ».

Cette situation peut-elle être débloquée ? Les propositions pour la grande campagne de propagande du parti socialiste dans l'entreprise contre le chômage et la vie chère, nous rappellent quelque chose. Il y a un an le PSU proposait au PS et au PC, sans succès, une campagne d'action sur ces mê-

mes thèmes. Certes ils restent d'actualité. Mais est-ce suffisant ?

Un éditorial de **Combat Socialiste**, le journal entreprise du PS, limite déjà la portée de cette campagne puisqu'il affirme dans le même numéro (septembre-octobre) : « **seul un véritable changement de cap, seule la mise en œuvre du Programme commun par la gauche, appuyée sur la majorité de la population, peut ouvrir des perspectives** ». Rien de neuf de ce côté-là.

C'est peut être ce qu'a compris Edmond Maire qui, dans une interview à **L'Unité**, affirme : « **la CFDT trouve aujourd'hui les attitudes des partis politiques très en deçà de ce qu'exige la situation** » et plus loin... « **le caractère figé, stéréotypé de la référence permanente au Programme commun, considéré comme la bouée de sauvetage de l'union de la gauche, donne à l'union un caractère abstrait et théorique, plutôt que ressenti et vécu... Dans cette optique nous nous demandons aujourd'hui si le parti socialiste a fondamentalement modifié, dans le contenu comme dans la méthode, sa manière de se présenter à l'opinion. Il ne nous semble pas qu'il l'ait fait** ».

Ces phrases sont amères un an après « l'Opération assises ». Leur lucidité n'a d'égale que la rapidité avec laquelle la direction confédérale avait espéré influencer le PS. A la fois aveu d'échec et coup de boutoir (pour appuyer et reconforter les militants CFDT qui dans le PS, sentent craquer les coutures d'une cote mal taillée), serviront-elles de bases à de nouvelles propositions stratégiques ? Pour l'instant rien ne le laisse supposer. La même interview peut en effet laisser croire que la CFDT pousse le PS et le PC à « renégocier » le Programme commun, à redéfinir une nouvelle entente au sein de l'union de la gauche.

En tout cas le brûlot est intéressant. Peut-être certains militants de la CFDT s'en saisiront-ils concrétisant ainsi le dicton « **on ne brûle bien que ce qu'on a adoré** ».

Yves SPARFEL ■

(1) A Naphtachimie de Lavera, comme ailleurs dans le trust Rhône-Poulenc, des réductions de salaire, avec réduction d'horaire, ont été imposées aux travailleurs (36 heures au lieu de 40). Ils sont indemnisés à 50 % et ne sont pas payés 40 heures comme une coquille malencontreuse nous l'a fait écrire la semaine dernière.

La réforme de l'entreprise revient à point.

On a reparlé de la « réforme de l'entreprise » les 25 et 26 septembre dernier. A plus haut niveau : un conseil restreint, une réception de patrons aux idées « modernes » par Giscard, une autre réception chez Chirac réservée aux « grands » du patronat. Car les uns et les autres ne sont pas forcément les mêmes et il ne peut être question de modifier quoi que ce soit au mécanisme de fonctionnement de l'entreprise capitaliste sans consultation des plus gros d'entre eux.

C'est en février dernier que fut présentée à grand renfort de publicité le

« rapport Sudreau » (du nom de son rapporteur). Ce dernier avait à l'époque parfaitement situé la raison d'être d'une telle initiative. « Un effort pour dépasser des intérêts ». On rappellera simplement qu'il s'ouvrait sur un éloge de l'économie capitaliste et de ses supports essentiels : le poids déterminant des actionnaires, la responsabilité non partageable et hiérarchisée de leurs représentants à la tête des entreprises.

Ce credo réaffirmé, le rapport se permettait quelques libertés : renforcement de la représentativité syndicale ; du rôle des comités d'entreprise ; de l'inspec-

4 octobre

Un rassemblement pas ordinaire

Ils seront 100 000 à manifester le 4 octobre avec les organisations syndicales. 100 000 qui travaillent ou ne travaillent pas. Un chômeur sur deux a moins de 25 ans, deux sur trois sont des femmes. Les jeunes ? Qui sont ces hors-la-loi de l'école, de la production, des organisations traditionnelles, des valeurs bourgeoises.

Un rapport « pour une politique d'action de la jeunesse » de la CFDT tente de répondre. Il n'y a pas une jeunesse, mais des jeunes. Pourtant, ils forment un groupe social que le système a toujours traité comme une réalité différente de celle des adultes : des modèles de formation, de consommation, de culture, de comportement leur sont imposés par les institutions actuelles.

Les hors-la-loi

Comment le syndicalisme, si lié au monde du travail, peut-il les prendre en charge, surtout s'ils sont pour une grande majorité chômeurs, mobiles mais peu mobilisables pour l'action quotidienne et permanente d'une section syndicale ? Action spécifique en direction des jeunes chômeurs et des lycéens répond la CFDT grâce à des structures facilitant leur entrée dans le « monde militant ».

La CGT, pour sa part, a répondu depuis un certain temps en créant des commissions de jeunes, en lançant sa campagne « du travail pour les jeunes ! ». Le rassemblement du 4 octobre n'est-il alors qu'une occasion pour les deux centrales de mesurer leur influence dans la jeunesse, de faciliter l'entrée dans les structures syndicales ? Oui et non.

Creuser son trou ?

Oui, car la CGT voulait faire de ce rassemblement une nouvelle occasion d'affirmer son renouveau, un point d'appui de l'activisme développé depuis un an, de la présence de plus en plus forte de jeunes dans ses rangs. La jeunesse communiste, de plus en plus présente

par des actions spectaculaires (les campagnes antifascistes notamment) dans la vie politique, relaie ce souci.

Oui, car la CFDT mesure très bien cette nouvelle influence de la CGT et de la jeunesse communiste. Relativement souple dans les possibilités qu'elle laissait aux jeunes de se lier à l'action syndicale sur des actions précises, plus radicales que celles de la CFT, elle a connu un fort afflux de jeunes dans les cinq dernières années. Depuis deux ans ce phénomène a diminué en fonction de la réorientation entreprise à Nantes. La CFDT cherche donc de nouveaux moyens pour permettre à des jeunes de se sentir à l'aise chez elle.

Non, car le rassemblement du 4 octobre n'a pas le caractère traditionnel des défilés syndicaux : rassemblement à la République de délégation venues de toutes les régions, débats, stands, musique (1). Même si les slogans « droit à l'emploi, à la formation » et probablement la référence au Programme commun peuvent être les plus mis en avant, une autre conception de l'avenir, de la lutte des jeunes s'exprimera. Dans *Gilda, je t'aime, à bas le travail !* (ed. La France sauvage), Jean-Pierre Barou la résume ainsi : « voici l'usine : un cimetière ; comme aux époques de terreur, chacun doit creuser son trou ».

Pour que le droit au travail, l'allocation de chômage ne ressemblent pas à une place au cimetière, il faut que dans ce rassemblement du 4 octobre surgissent les mots d'ordre qui traduisent la révolte actuelle de la jeunesse. Des mots d'ordre de vie contre cette société de mort lente, de cadences infernales, de survie, de culture de pacotille.

dès maintenant certaines des propositions du rapport dans le champ des applications pratiques. Cela fait partie de l'arsenal stratégique du président de la République passé maître dans l'art de faire naître des situations de diversion.

Le chapitre premier permet tout naturellement une telle diversion car il proclame la nécessité de « transformer la vie quotidienne dans l'entreprise », de « changer les conditions et les relations du travail » etc. C'est sur lui que se sont donc penchés les ministres. Et il se dit déjà que l'inspection du travail, l'infor-



Les comités de jeunes chômeurs et de jeunes travailleurs doivent se rencontrer pour les mettre en pratique : pour une autre production, pour des transports gratuits, pour la santé gratuite, pour une autre formation. La proposition du PSU d'une « carte rose » pour les chômeurs obligeant l'Etat et les patrons à payer les conséquences de leur politique doit être avancée. Elle n'est qu'un premier pas. Notre objectif reste le contrôle ouvrier sous toutes ses formes et l'autogestion généralisée. Les murs de flics, les ambassades symboles, les gardes-chiourmes de toutes sortes ne seront plus alors que des singes auxquels on pourrait donner des cacahuètes à la place des pavés.

Y.S.

(1) Pour permettre aux militants venus de province de se rencontrer, une permanence sera organisée toute la journée du 4 octobre, 9, rue Borromée.

Dossiers formation

● N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier

● N° 6 Vie, animation et structures du PSU

● N° 7 Lutte, Contrôle et Autogestion, les réponses du PSU

La série des 3 N° : 8 F
Commande et règlement à adresser à : Edition Syros

tion du travail. Il n'y avait là rien de « choquant » pour un patronat qui, depuis mai 1968, discerne mieux où sont ses intérêts à long terme. Les déclarations de Chirac devant les « udéaires », la semaine dernière, en font foi. La présence de syndicats forts offre plus de possibilité d'intégration potentielle dans les rouages de l'entreprise, particulièrement par le biais de la surenchère des syndicats de conciliation de classes FO, CGC, CFTC.

Tenant habilement compte de la situation économique et sociale, le pouvoir giscardien envisage de faire entrer

fluencés par la CGT, la CFTC, FO ou par la CGT et la CFDT. Il n'en demeure pas moins qu'il sera à nouveau beaucoup question de la « réforme de l'entreprise », grâce à une presse majoritairement complaisante à l'égard du pouvoir. Déjà, certains journaux, parle d'un « contrôle » des travailleurs, tout en notant que la « cosurveillance » n'est pas abordée dès maintenant. Aux travailleurs de ne pas se laisser enfermer, dans le piège « participation-cogestion », de rompre avec la légalité patronale et d'imposer leur propre contrôle.

Ce sont là des points sur lesquels il existe un consensus patronal, sinon majoritaire, pour le moins suffisamment dynamique, qui permette à l'équipe Giscard-Chirac d'aboutir sans doute avant la fin de l'année. Les travailleurs y verront l'amorce d'un « dialogue », ou la définition d'un nouveau rapport dans la lutte de classe, selon qu'ils sont in-

MEURTRES AVEC QUARANT

Ainsi donc, malgré l'immense flot de protestations qui montait du pays et du monde entier, Franco a décidé l'exécution de cinq militants de ETA et du FRAP, et s'appête à ouvrir de nouveaux procès, à exiger de nouvelles condamnations à mort...



★ L'horreur même que soulèvent ces assassinats entre dans les calculs de Franco. Car il ne faut pas y voir la décision sénile d'un vieillard décidé à faire n'importe quoi pour sauver son pouvoir, mais l'expression — portée jusqu'au paroxysme — de l'ordre fasciste.

En instaurant au mois d'août l'état d'exception sur toute l'Espagne, en inventant les procédures de la loi antiterroriste qui permet d'expédier en prison ou dans l'autre monde — à son gré — tous ceux qui manifestent leur opposition au régime, Franco cherchait de nouveau à rétablir une autorité de plus en plus discutée. Par morts interposés.

Contrairement à ce qui a été écrit dans beaucoup d'endroits, ce n'est pas l'engrenage répression-terrorisme qu'il redoute. Il sait qu'il dispose d'un appareil répressif, suffisamment inquiet sur son propre devenir, pour exécuter aveuglément les ordres qui lui seront donnés. Il sait en même temps qu'une politique non sélective d'actes terroristes, n'a pas de chances de se développer en Espagne.

Mais par contre, tout ce qui tend à unifier l'opposition — ou les oppositions — lui apparaît comme devant être combattu avec la plus extrême vigueur, précisément parce que les actions de masse risqueraient de porter un coup fatal au pouvoir.

Il s'agit donc à la fois d'intimider tous les milieux qui rêvaient d'une libéralisation du régime, et de désagréger le mouvement qui se crée dans et autour des commissions ouvrières. Tous ceux qui avaient cru pouvoir garder un pied dans le régime et un pied dans l'opposition sont dans l'obligation de choisir. Ainsi Franco espère-t-il récupérer l'appui d'une partie de l'armée, et du grand capital financier. Il entend en faire les complices des crimes commis.

Dans le même temps, il entend fermer la voie de la « droite civilisée » dont Santiago Carrillo a parlé, et qui pourrait — en se joignant à la classe ouvrière — œuvrer à l'instauration d'un régime démocratique même pas avancé.

Ce pari, qui est celui de la junte démocratique, revêt aux yeux du PCE l'avantage immense de mettre le parti communiste au cœur même du mouvement. Et donc d'empêcher ensuite qu'il se retrouve marginalisé, voire interdit.

Mais cette politique se heurte à deux difficultés. D'une part, elle entrave en partie le développement de la lutte de classes et l'action des commissions ouvrières. D'autre part, elle a pendant longtemps laissé de côté une grande partie du mouvement ouvrier et de la petite bourgeoisie. Organisations d'extrême gauche bien sûr, mais aussi le PSDE (PS).

Santiago Carrillo semble avoir tiré la leçon de ces difficultés. Au travers de la lutte contre la répression, il a levé toutes les exclusives, et facilité une multitude de contacts, qui se sont traduits, en pays basque notamment, par des actions de masse.

Mais il reste nombre d'ambiguïtés à lever, et surtout à donner des axes plus précis aux luttes ouvrières. La simple référence aux libertés démocratiques, si elle est fondamentalement mobilisatrice aujourd'hui, n'ouvre pas suffisamment de perspectives, et permet tous les dévoiements ultérieurs.

Ceci d'autant plus que les forces politiques en présence ont des traditions, leur poids et l'habitude du jeu politique. On ne se trouve pas en terrain vierge comme au Portugal, après cinquante ans de salazarisme. On peut encore moins ignorer le traumatisme dans la mémoire collective des peuples d'Espagne de la guerre civile.

C'est précisément le spectre de celle-ci que Franco veut ressusciter, tendant un piège atroce à l'Espagne. Pour éviter ce piège, il faut à la fois bâtir l'unité populaire autour des commissions ouvrières, et élargir l'unité à tout le mouvement ouvrier.

Mais il faut ouvrir la discussion sur la nature de cette unité, et sur les objectifs qu'elle se fixe. Ce que la junte démocratique ne fait pas. Le débat engagé, les positions prises par les uns et les autres doivent être éclairées pour nos lecteurs. Nous le ferons dans les prochains numéros de TS.

Sans oublier les urgences de l'heure et l'objectif premier : isoler le franquisme et aide à l'abattre.

Marc ECHEVERRY ■

le témoignage d'un journaliste du «Canard» sur le

quand les policiers les vitrines...

□ Habitué professionnel des manifestations, je n'ai certes pas perdu la faculté de m'indigner mais, depuis longtemps, un certain nombre de « bavures » dans l'action de la police ne m'étonnent plus guère. Pourtant, le spectacle donné par les forces de l'ordre au cours des manifestations du dernier week-end dépasse les « normes » habituelles.

Dès vendredi soir, en effet, la police — la plupart du temps des compagnies parisiennes — s'est comportée non pas en force de « maintien » de l'ordre mais en agresseur systématique. Au moindre cri hostile (envers Franco), les policiers chargeaient ou tiraient des grenades. Bien souvent la charge se déclenchait en dehors de toute attaque de manifestants.

D'autre part, bien souvent, les policiers se servaient de leurs fusils lance-grenades pour viser — ce qui est interdit — des groupes de manifestants ou des personnes isolées. Ceci, j'ai pu le constater dès 23 h 15. Ainsi, vers 23 h 30, une jeune femme (dont je n'ai appris l'identité que bien plus tard) a été touchée à la tête par une grenade tirée à courte distance alors qu'elle marchait avenue Georges V, à la hauteur de la rue François 1er. Elle tournait le dos aux policiers, elle n'avait aucune attitude hostile, elle ne courait pas... elle a été « tirée » comme au stand !

Conséquence : une fracture du crâne dont, à l'heure actuelle, on ne sait si elle se remettra. Cette attitude policière a été une des



l'occasion perdue

Les tragiques événements d'Espagne m'amènent à évoquer un souvenir qui intéressera peut-être les lecteurs de TS.

Jeune (mais oui) député à l'assemblée consultative provisoire et membre de la commission des affaires étrangères, j'y ai déposé la mention ci-dessous :

- Sur la proposition de M. Depreux :
- la commission des affaires étrangères, constatant que le régime fasciste de Franco n'a été imposé au peuple espagnol contre sa volonté que par la force de Hitler et de Mussolini ;
- qu'il a manqué aux règles les plus élémentaires de la neutralité, en aidant activement les puissances de l'axe pendant toute la durée de la guerre ;
- demande au gouvernement français de proposer aux alliés une démarche commune invitant Franco à quitter immédiatement le pouvoir, étant entendu qu'il sera remplacé par un gouvernement groupant les démocrates de toutes nuances, et chargé de procéder à une libre consultation électorale ;
- demande, au cas où cette démarche apparaîtrait comme impossible ou n'aboutirait pas, la rupture des relations diplomatiques de la République française avec Franco, les raisons de défense nationale invoquées en faveur du maintien de ces relations n'existant plus depuis que la guerre est terminée ..

Cette motion, votée à l'unanimité dans l'euphorie de la victoire, le 30 mai 1945, a été transmise au chef du gouvernement de Gaulle, et au ministre des Affaires étrangères, Bidault, qui n'ont pas cru devoir en tenir compte.

E. DEPREUX (secrétaire national honoraire du PSU)

10 ANS DE PREMEDITATION

manifestations à Paris :

issent

caractéristiques de cette première nuit de heurts. Il suffisait d'observer de nombreux policiers pour constater qu'ils étaient « à la chasse »... avec la bénédiction de leurs responsables. Dans l'une des sections qui a déployé beaucoup d'activité cette nuit-là, un gradé a passé son temps à chercher les « cibles », à viser pour le porteur de fusil qui l'accompagnait.

Ce jeu dangereux a duré toute la nuit et je l'ai vu se renouveler samedi soir. Autre jeu : descendre les vitrines à coups de grenades. Le meilleur exemple, puisqu'il a fait des victimes, c'est l'attaque parfaitement injustifiée du restaurant La Pergola vers minuit quinze. Toutes les vitres ont été descendues par la police.

Il serait d'autre part intéressant d'identifier les « civils » sortis du périmètre gardé par la police Avenue Georges V en fin de soirée. Ils ont tous, peu à peu, disparu dans les rangs des manifestants. Certains ont été revus samedi soir à partir de 19 heures.

Y compris lors de la manifestation de lundi, qui a vu la police coincer les participants avant de les bombarder de grenades qui ont provoqué un véritable affolement avant qu'aucun geste hostile ne soit commis, les forces de l'ordre ont donc sans cesse adopté une attitude résolument offensive. Il est difficile de croire qu'il s'agisse là d'une succession d'initiatives isolées, cela ressemble plutôt à des consignes dont certains gradés semblaient d'ailleurs se faire l'écho en expliquant à leurs hommes qu'ils « pouvaient y aller ».

Etant bien entendu que cela ne conduit pas à nier qu'il y ait eu des pillages. Mais, contrairement à l'amalgame fait par plusieurs journaux, les vols dans les boutiques n'ont eu lieu que samedi soir et après les premières offensives des policiers.

Si Poniatowski a tenté de créer une situation favorable à une restriction du droit de manifestation, il a parfaitement réussi et la presse l'a merveilleusement aidé en omettant de parler des blessés parmi les manifestants et de l'attitude soigneusement offensive de la police. Alors, avant de disserter sur les « irresponsables », il faut considérer l'entier déroulement de ces trois jours de protestations.

Vendredi 26 septembre, vers 24 heures, à l'angle de la rue Quentin-Bauchard et de la rue François-Ier, une jeune femme, notre camarade Geneviève Leduc, accompagnée par son voisin, passe calmement un barrage d'une quinzaine de policiers qui barrent la chaussée pour se rendre à la manifestation contre le régime franquiste.

... et les manifestants

Aucun cortège ne manifeste dans les parages immédiats ; la rue est calme et on n'entend aucun cri. Brusquement, le sifflement d'un tir de grenade lacrymogène retentit. La jeune femme est atteinte de plein fouet à la partie droite du crâne.

Plus tard, Police-Secours refuse par deux fois de venir chercher la blessée. Elle sera évacuée par un taxi grâce à l'aide d'un passant. Dimanche 28, elle est encore dans le coma. Les médecins ne peuvent encore se prononcer sur la suite.

M. Poniatowski a manifestement tout fait pour déclencher la violence lors de cette manifestation et il a répété cette opération lors des manifestations de samedi et de lundi.

On parle beaucoup de scènes de pillage et de bris de vitrine, mais on ne dit rien de policiers qui pratiquent le tir rasant contre des gens qui ne manifestent aucune attitude agressive. On ne parle pas des refus d'intervention intolérables de Police-Secours pour l'évacuation des blessés graves.

Aujourd'hui, M. Poniatowski déclare qu'il interdira les manifestations des organisations démocratiques et syndicales tant que des « désordres » seront à craindre. La ficelle est trop grosse. Après les provocations et les violences, le ministre de l'Intérieur veut retirer le droit de manifester.

Après le silence honteux du gouvernement et du président de la République face à l'odieuse répression fasciste en Espagne, alors que tous les gouvernements européens protestaient publiquement, Poniatowski révèle davantage ce qu'il appelle une « société libérale avancée »... Depuis le printemps, les actes de répression se multiplient. On a lâché les chiens sur les travailleurs, les C.R.S. sur la Corse, et maintenant on veut interdire les manifestations.

● Lyon : coup pour coup

Dès le lundi 22 septembre, après l'annonce des onze condamnations, 5 000 personnes avaient manifesté, appelées séparément par les partis et syndicats de gauche d'une part, le collectif Eva Forest et le PDUP, le PCR, le CISE, le FRAP, le PSOE, et la CNT d'autre part (le PCE retirant sa signature au dernier moment). Le cortège des organisations d'extrême gauche était équivalent à celui des signataires du programme commun et de la CFDT, et la manifestation s'est terminée par un rassemblement toutes tendances mêlées.

Vendredi 26, 18 h 30 : aussitôt connue la confirmation de cinq condamnations, 200 à 300 manifestants (PC, JC et Collectif Eva Forest) se rassemblent devant le consulat, en plein centre ville. Le PC et les JC partent en cortège, puis se dispersent. Le collectif revient au consulat : une trentaine de militants sont coffrés.

Vers 21 h, 400 personnes sont à nouveau devant le consulat, dont quelques militants du FRAP avec leurs drapeaux. Le collectif, qui organise le service d'ordre, appelle à partir en manif. Le cortège revient au consulat avec 1 000 manifestants. On apprend que PC et JC bloquent et recouvrent d'inscriptions un train pour l'Espagne, tandis que des militants du collectif font de même dans une autre gare.

A minuit, alors que des coups de chevrotine ont fait voler en éclats la vitrine de la banque d'Espagne, le collectif propose de rejoindre le cortège PC-JC qui revient vers le centre. Ce qui se fait malgré le refus des quelques dizaines de membres du PDUP et du PCR, arrivés entretemps. Les deux manifestations se rencontrent aux cris de « **Unité pour les sauver** » ; ce sont 3 000 personnes qui reviennent au consulat, dans un cortège unique.

Samedi 27 : dès 10 h du matin, tracts et voitures sonos appellent dans tous les quartiers à manifester — avec des rendez-vous différents toutefois : PDUP, PCR, FRAP, qui ont refusé tout accord unitaire d'une part, Collectif Eva Forest de l'autre, et enfin PS. Les trois cortèges se rejoignent ; rapidement les quelques 200 militants du PS plient bagage. La colère cherche de plus en plus à s'exprimer. Le consulat est lapidé. Les gardes mobiles — qui font ainsi leur réapparition à Lyon après une très longue absence — chargent très violemment les groupes restés après le passage de la manif : plusieurs blessés, des arrestations.

Des membres du Collectif, des femmes prostituées (dont c'est le quartier) hébergent des blessés et publieront un communiqué dénonçant les brutalités policières contre les antifranquistes. La manifestation — plus de 3 000 — déjouant la police, arrive devant la banque de Bilbao qui reçoit pavés, cocktails Molotov et flambe. Au cours de la prise de parole précédant la dispersion, un représentant du Collectif Eva Forest déclare notamment que « **la violence était légitime face à cette provocation contre les travailleurs du monde entier.** »

Lundi 29 : PC, PS, CGT, FEN, CFDT... convoquent une nouvelle manifestation. Curieusement, le PSU n'a pas été invité à s'associer à l'appel (par oubli, pour renforcer la qualité de l'unité antifasciste... ?). Le Collectif Eva Forest (auquel se joint LO) et le PSUP, le PCR, le FRAP y appellent aussi — toujours séparément puisque ces derniers persistent à faire la sourde oreille aux propositions unitaires. 10 000 personnes se mettent en marche : l'extrême gauche cette fois est isolée par un quintuple cordon PCF-CGT. Une brève échauffourée a lieu au départ entre le Collectif et... le PDUP considérant qu'il lui revient naturellement de prendre la tête des 3 000 de l'extrême gauche.

Alors que la tête de la manif est arrivée à son lieu de dispersion, la fin du cortège est encore devant le consulat — qui est à nouveau lapidé malgré l'impressionnante quantité de gardes mobiles en armes. Quand l'extrême gauche peut se remettre en marche, ce sont plusieurs milliers de manifestants — dont le PDUP et le PCR se sont désolidarisés — qui défilent pendant longtemps, scandant en alternance « **Franco assassin** » et « **Madrid - Barcelone - Lisbonne, le pouvoir aux travailleurs** ».

Une mobilisation d'une telle ampleur ne s'était pas vue à Lyon depuis des années : le nombre, la détermination et le degré d'organisation des manifestants indiquent que, face aux nouveaux procès que prépare Franco, il sera répondu au coup pour coup. Et si possible dans l'unité.



Dès le vendredi soir, à Paris, le collectif Eva Forest s'est rassemblé aux alentours de l'ambassade d'Espagne.

Bretagne : des actions spectaculaires

Dès le mois de juin, en Bretagne, des comités de soutien à la résistance basque s'étaient formés. Ils avaient organisé des soirées animées par des chanteurs basques et bretons dans plusieurs villes dont Saint-Brieuc. Début septembre, le collectif départemental Côtes-du-Nord du PSU a cherché à élargir cette base en invitant toutes les organisations populaires et antifascistes, y compris bien entendu l'extrême gauche et les mouvements bretons.

Ne voulant avoir aucun contact avec ceux-ci, le PCF et la CGT ont refusé de rejoindre un comité devenu comité de soutien aux militants basques et espagnols. C'est sans eux qu'une première manifestation s'est déroulée le 13 septembre avec — en plus du PSU — le PS, la LCR, le PCMLF, deux partis bretons — SAV et PCB — et également la CFDT et les Paysans-travailleurs, la JOC et Vie nouvelle.

l'occupation de la cathédrale

Cherchant à réaliser une action assez spectaculaire pour mobiliser les agences de presse et ainsi avoir une influence réelle sur l'attitude des gouvernements espagnols et français, le comité décida d'occuper la cathédrale de Saint-Brieuc du samedi 20 septembre jusqu'à la fin de la dernière messe du dimanche matin.

Il s'agissait d'une occupation pacifique qui n'a troublé en rien le déroulement des offices. Après une entrevue avec le comité de soutien, le clergé avait décidé de situer les choses au début de chaque office, sans approuver, mais en rappelant les « assassinats » qui se préparaient en Espagne et la déclaration récente du cardinal Marty.

Cette action a été généralement bien accueillie et a reçu la « couverture » recherchée (radio, télé régionale, agences de presse). Le PS avait refusé d'y participer au dernier moment, craignant sans doute pour sa bonne réputation. Le PCF, dont l'action discrète par voie de tracts était passée totalement inaperçue derrière « l'événement », proposa alors un rassemblement commun aux organisations représentées dans le comité national « des 10 ». Au lieu des représentants du PSU et de la CFDT, il vit arriver à la réunion préparatoire une délégation du comité de soutien qui lui proposait, soit de rejoindre le comité, soit de préparer une action commune. Devant le maintien des exclusives communistes, le comité décida une manifestation simultanée.

la réaction aux exécutions

Vendredi soir, quand le verdict de Franco a été connu, le comité de soutien s'est rassemblé hâtivement et quasi spontanément. Finalement cent cinquante militants environ se sont retrouvés devant la préfecture pour faire demander une démarche urgente du gouvernement français. Après avoir fait sonner les cloches de la cathédrale, le comité a décidé d'aller retarder le départ du train de Paris, pour faire pression sur les autorités préfectorales, tout en envoyant des télégrammes directement au gouvernement et à l'ambassade d'Espagne. Le train de 0 h 20 a été bloqué pendant trois quart d'heure.

Le samedi après-midi, à un moment où la traditionnelle foire de la Saint-Michel attire une très grande foule au centre ville, un cortège précédé de cinq silhouettes masquées de noir a parcouru les rues silencieusement, s'arrêtant à chaque carrefour pour lire une déclaration et crier des slogans.

Toutes ces actions ont été très unitaires. On doit quand même regretter les hésitations du PS et les incartades du PCMLF, qui, par des attaques injurieuses et délirantes (« Marchais complice de Franco » etc.) a aidé le PCF à tenter de justifier ses exclusives.

● Nice

Une manifestation rassemblant plus de 1 500 personnes, organisée par le PC et le PSU, a eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi devant le consulat d'Espagne. A cette manifestation, qui a duré la plus grande partie de la nuit, s'étaient joints les responsables fédéraux du PS.

Samedi à 17 h, à l'appel du comité Espagne groupant PSU, LCR et CLAJ, 600 personnes ont manifesté de nouveau devant le consulat d'Espagne ; les manifestants se sont ensuite rendus en gare de Nice où ils ont bloqué et barbouillé le train allant en Espagne, ceci avec la complicité des cheminots.

● Draguignan

Le PC refusant de participer à une manifestation commune avec le comité Eva Forest, le PSU, la LCR et la CFDT ont rédigé un tract commun. Ce tract-pétition a été largement signé sur le marché de Draguignan par la population.

● Bordeaux

Samedi 27 : à l'appel du PSU, du FRAP, de LO, de la LCR, du comité Espagne libre, de l'OCR, de HR, du comité de soutien aux luttes des peuples d'Espagne, 3 500 manifestants se sont rendus au consulat d'Espagne après avoir reçu un apport important et un soutien de la population, tout au long du parcours.

quarante ans... de préméditation

Les forces de l'ordre barraient le passage avant le consulat. Il y eut un affrontement bref, les policiers répondant par de nombreuses grenades lacrymogènes. La manifestation s'est regroupée et s'est dirigée vers le centre de la ville pour montrer la complicité de Ponia et Giscard. Au passage, la banque populaire d'Espagne a été détruite. La manifestation voulait arrêter le Puerta del sol à la gare, mais les policiers barraient le chemin. Ne cherchant pas l'affrontement, les manifestants se sont rendus à la place Saint-Michel où ils se sont dispersés.

Lundi 29 : 4 500 manifestants ont défilé dans les rues de la ville pendant trente minutes, à l'appel du PC, PS, PRG, CGT, CFDT, FEN, avec le soutien du PSU.

● Tours

Le samedi 27, les militants du PSU ont occupé pendant une heure la mairie pour exiger l'annulation du jumelage de Tours avec Segovie.

● Tarbes

Samedi 27, les militants du PSU ont arrêté le train qui se dirigeait vers Bayonne et l'ont badigeonné de mots d'ordre antifranquistes.

● Bourg-en-Bresse

Préparé en quelques heures, un meeting de la section a réuni, le samedi 27, plus de 200 personnes qui ont défilé dans la ville.

● Rouen

Malgré le fait que le PC avait rompu avec le PSU au nom de la trilogie locale « PSU = gauchistes = fascistes », la manifestation unitaire de l'extrême gauche a rassemblé vendredi soir plus de 2 000 personnes. Le sectarisme du PC et de la CGT a fait que le lendemain, seuls, ils n'ont rassemblé que 150 à 200 personnes.

● Besançon

L'unité ouvrière la plus large s'est réalisée et plus de 2 000 personnes ont défilé samedi dans la ville. La manifestation s'est terminée par des prises de parole du PC, du PSU et du FRAP.

● Perpignan

Vendredi, à l'appel du PC, du PS, de la CGT, de la CFDT et du collectif Eva Forest, 2 000 personnes se sont rassemblées. Sous la pression des manifestants le cortège s'est dirigé vers le consulat. Le PSU, qui avait signé l'appel, l'a rompu quand il a appris que — sans le consulter — le PCF avait inclus les réformateurs dans l'appel.

Pendant le week-end, des actions diverses ont eu lieu contre les banques espagnoles. Lundi, les organisations de gauche, sans convoquer le PSU, ont appelé un rassemblement qui a été peu suivi (300 personnes) et « mou » (délégation à la préfecture).



Lundi 29 septembre, à la Bastille à Paris : la tête d'un énorme cortège...

quelques enseignements...

Les manifestations qui ont déferlé sur la France dès l'annonce de la condamnation de nos cinq camarades espagnols et basques sont pleines d'enseignement.

Sur la politique de Giscard et Ponia d'abord, sur leur scandaleux silence complice. Sur la nature des manifestations ensuite. Car il était juste, et cela reste vrai pour demain, que la colère et l'indignation des travailleurs s'expriment en direction des institutions espagnoles en France. Que les manifestants aient rencontré sur leur chemin les CRS et gardes mobiles de Ponia, rien de plus logique et qui en dit long sur le fond de la politique de l'équipe réactionnaire au pouvoir.

Sur l'attitude des organisations ouvrières ensuite. Présentes ici, absentes là (comme le PS à Besançon). Unitaires ici, sectaires là (comme le PC à Lyon, Rouen et ailleurs). Préférant l'alliance avec les forces bourgeoises au pouvoir à celle des courants révolutionnaires (comme le PC à Perpignan, allant chercher la signature... des réformateurs !).

Sur le comportement de certaines organisations d'extrême gauche aussi, qui cherchent à tout prix à minoriser certaines manifestations, ou — comme dans plusieurs villes (Humanité-Rouge, quasiment partout, PDUP à Lyon) — refusent systématiquement l'unité la plus large, allant jusqu'à saboter même certains cortèges.

Et pourtant, jamais comme dans le passé, les conditions d'une unité d'action offensive de tous étaient réunies. Elles le restent.

Les militants du PSU qui ont été partout aux premiers rangs des démonstrations ont cherché — tout en restant fermes sur les objectifs de telles manifestations — à rassembler l'ensemble des travailleurs et leurs organisations. Ils continueront à le faire tout en militant activement au sein du collectif Eva Forest.

Car la bataille continue. Bataille pour la rupture de toutes relations avec l'Espagne franquiste. Bataille pour le boycott ouvrier de l'Etat des bourreaux. Bataille pour sauver ceux qui vont passer incessamment en procès.

Déjà de nouvelles initiatives sont annoncées comme celle d'une marche sur l'Espagne.

l'heure de la vérité ?

L'épreuve de force est engagée entre le gouvernement « modéré » de Lisbonne et l'extrême gauche. Sur deux fronts brûlants : la presse et les forces armées...

Le sixième gouvernement portugais s'est donné une tâche centrale « **renforcer l'autorité de l'Etat** ». Quel Etat et sur quelles bases ? Rien n'est dit là-dessus. L'Etat bourgeois portugais, sous la forme dictatoriale qu'il a pris durant les quarante-huit années du régime Salazar-Caetano, a été démantelé le 25 avril 1974. Démantelé mais pas détruit. C'est cette situation spécifique qui a permis le développement des commissions de travailleurs et de résidents, sans que celles-ci (voir TS de la semaine dernière) aient pu combler un « vide » institutionnel que, malgré sa « légitimité » électorale, l'assemblée constituante ne remplissait pas non plus.

L'armée et surtout le MFA pouvaient pendant tout un temps tenter de jouer ce rôle. Mais l'éclatement du MFA en autant de « clans » opposés et l'élargissement considérable du combat antihierarchique dans les casernes sont venus clore cette période.

Le nouveau gouvernement, fondé sur les rapports de forces électoraux (qui expriment malgré tout, même si c'est d'une manière déformée, les rapports entre les classes), tente sur cette base de reconstruire un appareil d'Etat « stable » et « fonctionnel ».

Mais dynamique sociale et statique électorale ne font pas nécessairement bon ménage. Surtout en période pré-révolutionnaire. C'est pourquoi aujourd'hui le gouvernement ne s'attaque pas tant aux commissions de travailleurs ou de résidents qu'aux comités de soldats et aux problèmes de l'information.

« Normaliser » l'armée et l'information, ces deux institutions clefs de tout appareil d'Etat, est un préalable. De la victoire ou de la défaite de cette tentative dépendra pour beaucoup l'avenir de la révolution portugaise. Dans ces deux domaines c'est la question du pouvoir qui est posée.

Les événements de la semaine passée, et ceux qui se déroulent actuellement, n'ont encore rien tranché mais ils donnent de précieuses indications.

une armée... ...inutilisable

Après la première manifestation de soldats appelée par le SUV (Soldats Unis nous Vaincrons) à Porto, chacun attendait la réaction du gouvernement et de la hiérarchie militaire devant la convocation d'une nouvelle démonstration, à Lisbonne cette

fois. Le jeudi 25 était donc un jour-test : ou la manifestation se déroulait et, sorti victorieux de cette première épreuve de force, le mouvement se renforçait et s'étendait, ou le gouvernement tentait, par la force (il n'y avait pas d'autres alternatives) de l'étouffer dans l'œuf. Le jeudi 25, non seulement les soldats étaient dans la rue, mais ils étaient près de 10 000 et de nombreuses unités de tout le pays y avaient envoyé des délégations.

A cette première victoire les soldats en ont rajouté une seconde : la libération immédiate de deux des leurs.

Le fait est significatif : qu'est un général sans troupes ? C'est pourtant cette situation qui commence à se généraliser.



Les deux batailles du gouvernement : l'armée et l'information

L'armée devient « inutilisable » : de nombreux officiers hésitent, bien peu sont prêts à assumer jusqu'au bout (en lançant « leurs » soldats contre leurs camarades) la lutte contre l'organisation démocratique et révolutionnaire des soldats. Déjà certains ont rejoint, publiquement ou non, le SUV.

On ne voit pas bien comment aujourd'hui le gouvernement est en mesure de briser ce mouvement. Pas par la force répressive en tout cas. Mais peut-être en accentuant l'isolement des groupes radicalisés de travailleurs (en uniforme ou non).

C'est là qu'intervient la « bataille de l'information ». On se souvient de l'affaire **Republica**, de la manière dont elle a servi à l'offensive du PS et de ses conséquences. On se rappelle aussi comment elle avait été, provisoirement, réglée : le journal deve-

nait une coopérative gérée politiquement par la commission des travailleurs (composée essentiellement de militants d'extrême gauche, appartenant majoritairement à l'organisation maoïste UDP). **Republica** se transformait en « organe » du « pouvoir populaire » (comme si le « pouvoir populaire » était un « mouvement » à côté du PC ou du PS et non l'expression démocratiquement organisée à la base de l'unité des travailleurs).

Dès lors se posaient une série de problèmes (que l'on retrouve dans le cas de **Radio-Renaissance**) :

— **des problèmes d'ordre général**, autour du thème « **presse et liberté de la presse en régime révolutionnaire** » (problèmes que TS a abordés dans son n° 660 daté du 7 juin (1).)

— **un problème stratégique d'ensemble**. Certes le PS tentait de faire de **Republica** « sa » chose : mais en attaquant cette politique sans simultanément

provoquée par l'occupation des stations de radio et de télévision par l'armée et que personne ne peut éviter. Le gouvernement aura du mal, là encore, à s'imposer. Déjà beaucoup d'« occupants » fraternisent avec les travailleurs. Les journalistes se refusent à accepter la moindre censure.

l'impasse momentanée

Que va donc faire le gouvernement. Céder ? Mais cela signifiera le début d'une nouvelle crise du pouvoir, dix jours à peine après son installation. Se maintenir ferme ? Mais cela signifiera nécessairement passer à une répression ouverte, dont on ne voit pas, par ailleurs, qui l'effectuerait, aujourd'hui du moins.

Cette impasse, momentanée, peut être mise à profit par les forces révolutionnaires. Mais il reste une grande question à régler qui, en définitive, décidera de tout : l'extrême gauche ex-

dénoncer l'accaparement combien plus important des moyens d'informations par le PC, et sans proposer une alternative globale, l'extrême gauche manifestait une orientation que les masses influencées par le PS ne pouvaient pas ne pas juger sectaire.

— **un problème politique immédiat**. Il n'en reste pas moins, que, dans les conditions actuelles, la gestion « révolutionnaire » de **Republica** et **Radio Renaissance** est considérée par les éléments les plus radicalisés des travailleurs comme un acquis. Un acquis qui, malheureusement, se transforme de plus en plus (et c'est une conséquence de l'orientation suivie dans ce domaine), en un « bastion ». Ce « bastion » deviendra-t-il le « dernier carré » ?

C'est le risque que courent les tendances révolutionnaires portugaises dans l'épreuve de force

prime l'aile la plus avancée, la plus radicalisée, du mouvement social. Mais elle n'exprime pas, tant s'en faut, le mouvement politique des travailleurs.

On sait que ces deux mouvements ne correspondent pas nécessairement. Sauf au moment de la révolution. Et c'est précisément parce que c'est la révolution qui est en jeu que, plus que jamais, s'impose l'adoption d'une stratégie, d'une politique d'unité de tous les travailleurs et de leurs organisations, et d'un programme pour la période.

Maurice NAJMAN ■

(1) Dans cet article nous posons les questions suivantes : « Au nom de quel un petit groupe d'hommes, qu'ils soient des propriétaires privés ou les travailleurs du journal, dirigeront-ils à eux seuls un « service » d'intérêt social comme un journal ? Comment assurer le contrôle des usagers sur la presse ? »...

de compromis en compromis

La rentrée sociale s'annonce difficile pour le patronat italien. La crise économique, après avoir frappé en premier les petites entreprises qui continuent à fermer en grand nombre, atteint maintenant les grandes usines et en particulier celles du secteur public. Récemment, par exemple, des travailleurs d'Alfa-Roméo sont entrés en lutte pour leur emploi : 15 000 sont menacés de « cassa integrazione », ce qui est déjà le cas de milliers de travailleurs italiens. Il y a 1 200 000 chômeurs officiellement recensés (enquête d'avril 75), depuis, la situation s'est fortement dégradée (c'est-à-dire « cassa integrazione » non compris). La situation est particulièrement dramatique dans le sud où l'on compte 60 % de sans-emploi...

le déplacement à gauche

Le gouvernement va bientôt mettre en discussion les décrets anti-crise qu'il avait présentés au mois d'août. Ce sera l'occasion de la première confrontation véritable entre la majorité et l'opposition. Tout va se jouer autour du renouvellement des contrats, qui concerne 4 000 000 de travailleurs. Le patronat, malgré ses attaques incessantes contre le droit de grève, n'aborde pas cette échéance dans une position favorable : il est divisé sur la stratégie à suivre. Le gouvernement Moro (DC) - La Malfa (PRI) va essayer de rattraper sur le terrain social l'échec des élections du 15 juin. La situation de force dont a joui la gauche jusqu'à présent peut se transformer aujourd'hui en une position délicate. Le déplacement à gauche a stimulé les masses. La gauche, qui désormais, a des responsabilités de gestion du pouvoir, peut osciller entre la prise en charge et la répression du mouvement. Elle cherche pour l'instant à modérer les exigences des travailleurs pour ne pas affoler les capitalistes et ne pas embarrasser la gauche de la DC. Ainsi s'explique le jugement positif porté par les syndicats sur les décrets anti crise mais aussi la montée du syndicalisme autonome.

se servir de la crise...

En demandant des sacrifices aux masses, sans pourtant avancer sur la question de l'alternative au pouvoir, on précipite la crise politique au sein des masses et on facilite l'émergence des revendications corporatives. C'est le problème qui est posé par exemple à travers la récente grève des cheminots. La

bourgeoisie tente de réagir par la limitation du droit de grève, la réaction des syndicats qui semblent prêts à la fermeté sera un test.

Comment se présente ce renouvellement ? Après le 15 juin, le patronat est contraint de rechercher une attitude plus souple. Deux voies s'offrent à lui : la position défendue par La Malfa (vice-président du conseil) est que les syndicats acceptent une période de blocage des salaires comme condition du sauvetage de l'appareil productif tandis que les interventions publiques cessent (soutien de la demande). Ceci est obtenu par une discussion programmatique avec le PCI, qui se trouverait de fait investi de responsabilités gouvernementales. La solution paraît peu praticable, elle n'est pas en mesure d'offrir des perspectives réelles en termes de réforme à cause de la pression de la crise, de la structure clientélaire des partis au pouvoir, et parce que la contrepartie politique pour le PCI est trop minime. Si le PCI et les Confédérations acceptaient, ils perdraient toute possibilité de contrôle sur le mouvement ouvrant la voie à toutes les actions autonomes.

Aussi la bourgeoisie semble-t-elle s'orienter vers une autre solution présentée par Agnelli (président du patronat) : fiscalisation des charges sociales, c'est-à-dire transfert pour les contribuables d'une partie du coût du travail, ce qui permettrait de consentir des augmentations de salaires plus élevées, la contrepartie en étant une attitude plus souple des syndicats face à la réorganisation du travail et à la restructuration capitaliste. On notera dans les deux cas la nette volonté de se servir de la crise pour s'attaquer au pouvoir des syndicats.

la voix de Berlinguer

La force de cette ligne est qu'elle permet de repousser des échéances politiques en permettant une ouverture progressive en direction du PCI et en évitant la crise du gouvernement et les élections anticipées. Les syndicats échappent ainsi à un choix politique radical ; la poussée à droite est évitée. Mais Agnelli doit abandonner tous ses espoirs de modernisation de la société italienne. Cette solution va dans le sens de l'accroissement considérable de l'inflation. Les travailleurs des secteurs faibles et des zones arriérées en seront les victimes principales. Une telle politique ne peut que buter sur la question du chômage.

Le PCI semble favorable à une

solution qui remette les choix à plus tard. Ainsi a-t-il appuyé les décrets de financement des exportations. Mais le PCI n'a jamais été le parti de l'aristocratie ouvrière ; la voie de l'intégration social-démocrate n'est pas possible ; elle ouvrirait une crise dans la base sociale du PCI. Aussi le PCI ne peut-il réellement souscrire une politique de financement public des industries et des travailleurs ayant un emploi (donc inflationniste), qui passerait par une sorte de pacte social entre grandes entreprises et ouvriers des secteurs de pointe au détriment des chômeurs et du reste du pays.

De fait, le PCI sera contraint de prendre ouvertement position sur les choix politiques et économiques pour une issue victorieuse de la bataille des contrats. Et pourtant, par la voix de Berlinguer, à la fête de l'Unità, il a renouvelé la proposition des compromis historiques ce qui, aujourd'hui, aboutit à l'immobilisa-

tion du potentiel accumulé depuis le 15 juin. En répondant non à la demande de Moro, qui lui suggérait d'inviter les syndicats à la prudence, le PCI a simplement marqué jusqu'où il ne pouvait pas aller. Il n'a rien avancé de positif.

Car il n'y a plus d'espace politique pour le compromis historique. Celui-ci suppose une démocratie chrétienne suffisamment unie et tenant encore les leviers décisifs. Or les scrutins du 15 juin ont bouleversé les bases de pouvoir de la DC et menacé la bourgeoisie d'Etat. Toute la structure politique, de la DC aux partis non membres de la coalition, ne peut se maintenir, sans se décomposer, hors du contrôle direct du pouvoir. Les revirements pour la constitution des juntes démontrent que les hommes au pouvoir depuis des années savent qu'ils n'ont ni la cohésion idéologique, ni l'assise populaire qui leur permettrait de résister, en tant que parti, à l'éloignement du pouvoir. Sans ligne politique, la DC est incapable de faire des choix : orientation nettement conservatrice, ou collaboration ouverte avec les communistes. Aussi la désagrégation s'accélère-t-elle, les juntes « ouvertes » s'étant presque toutes transformées

en juntes de gauche. Qu'advierait-il alors, dans une situation d'affrontement social, d'un gouvernement « ouvert » ? Ainsi s'expliquent les efforts pour attendre un moment plus propice à l'ouverture. Le PCI est coincé entre deux formes de prudence : la fiscalisation qu'il ne peut réellement accepter pour des raisons d'autoconservation et le compromis historique qui est dépassé et auquel il a, de fait, renoncé.

Une grande poussée démocratique d'opposition n'est pas la même chose qu'un bloc de pouvoir uni et capable de gérer les transformations de la société. Les hypothèses sur lesquelles a jusqu'à présent raisonné la gauche (compromis historique, gauche unie dans l'opposition) sont dépassées. Une phase difficile s'ouvre où « la bourgeoisie n'est plus en mesure de gouverner et le prolétariat ne l'est pas encore ». Aujourd'hui la classe ouvrière italienne ne peut sauver son autonomie qu'en acceptant d'affronter le problème du pouvoir et de l'Etat.

François DESMOULINS ■



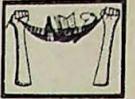
Librairie

Liste N° 4

- Et la montagne fleurira. Luc Willette (Denoël) F. 32,00
- Le grand bazar. Daniel Cohn Bendit (Belfond) F. 20,00
- Les grandes manœuvres de l'opium, C. Lamour et M.R. Lambert (Le Seuil) F. 8,50
- Lutter. Georges Seguy (Stock) F. 29,00
- L'école primaire divisé. C. Baudelot et R. Establet (Maspéro) F. 12,00
- Prix réel F. 110,50

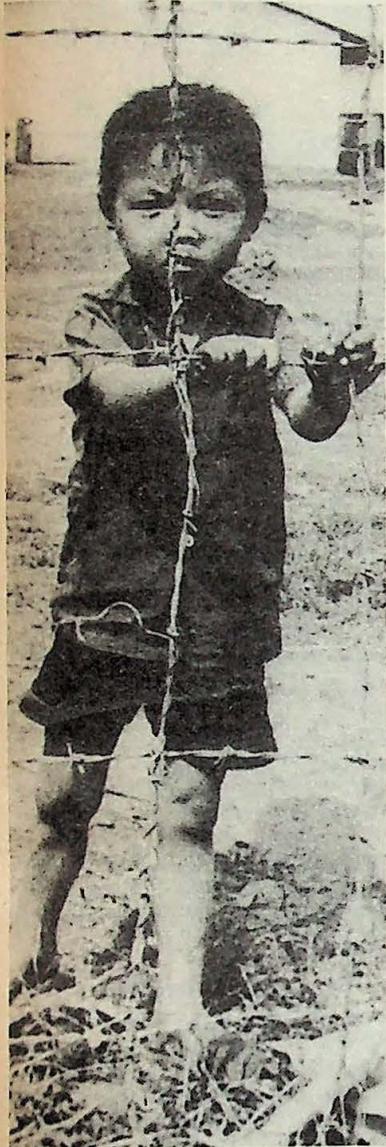
Notre proposition : F. 100.00 Franco. Adresser commande accompagnée du règlement à : Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris - C C P 19 706 28 Paris.

notes de lectures



● « Viet-Nam, des poussières par millions » de Joël Luguern.

(Editions Le Cercle d'Or, 12, rue du Moulin 85102 les Sables d'Olonne, Fco : 30 F)



Le témoignage de Joël Luguern sur le cessez-le-feu, la guerre oubliée, la libération de Saigon et plus précisément sur la vie quotidienne au Vietnam du sud entre 1972 et 1975 est de très grande valeur. L'auteur, journaliste de 29 ans, marié à une Vietnamiennne, connaît de l'intérieur ce dont il parle. A partir de touches et de séquences retraçant le « vécu », il fait évoluer devant nous les pantins du système Nguyen van Thieu : armée, police, fonctionnaires, profiteurs. Mais surtout, il rend compte de l'extraordinaire intoxication politique et policière que l'Etat de Thieu, organisé pour le « racket » au profit d'une minorité de privilégiés, faisait subir à toute une population. Les derniers chapitres portent sur les événements qui ont précédé les jours fameux de la fin avril et de la chute du régime de Thieu, et sur la libération de Saigon qui s'est « ouverte comme une poire blette ». Alors, commence une autre époque, après une épreuve de trente ans durant laquelle des millions d'êtres humains, hommes, femmes, enfants, de la ville et des champs, ont peiné, disparu, survécu, « poussières de la vie » dans un pays qui n'a pas fini de nous étonner. Les cinq poèmes qui ponctuent comme un écho douloureux, tragique ou plein d'espoir, les scènes de rue à Da-Nang, le trafic des prostituées de Saigon, ou le malheur des enfants abandonnés, sont des traductions de chansons de l'auteur-compositeur pacifiste Think Cong-Son.

T C S

une révolution des rapports sociaux permettant à la révolution socialiste d'avancer, mais il manque là des démonstrations pour convaincre qu'il ne s'agit pas d'images d'Epinal chinoises. Néanmoins, un lien peut être fait entre la nécessité affirmée par Lénine d'une « révolution culturelle » et celle qui s'est développée en Chine.

Notons enfin quelques pages intéressantes sur le rôle de la coopération en agriculture et sur la néces-

sité du contrôle, par les masses, du processus révolutionnaire ; on voit la nécessité de faire de l'unité populaire une force adaptée au (x) peuple (s) et aux classes sociales telles qu'elles sont ; il n'y a pas de recettes ! On comprend ainsi que si le parti révolutionnaire peut permettre de prendre le pouvoir et d'entamer la révolution, la marche vers le communisme ne peut se faire que par et dans l'unité populaire.

Baudoin ROCHEBRUNE ■

● « L'île Maurice, quelle indépendance ? »

de Joyce et Jean-Pierre Durand. (Editions Anthropos.)

Le sous-titre de cet ouvrage de deux jeunes sociologues marxistes spécialisés dans les problèmes du Tiers-monde annonce la couleur : « La reproduction des rapports de production capitalistes dans une formation sociale dominée ». C'est en fait le seul ouvrage sérieux sur l'ensemble du problème Mauricien ; une situation économique héritée du colonialisme français et anglais, et caractérisée par la domination d'une oligarchie sucrière britannique et locale sur une production, la canne à sucre, qui couvre 94 % des terres cultivées ; une situation politique héritée du « communalisme » (une vie politique basée sur la défense des intérêts des différentes communautés et uniquement sur celles-ci) assumée aujourd'hui par un « parti travailliste » soucieux de dissimuler l'existence de classes antagonistes et de composer avec les possédants.

Les auteurs examinent les diverses contradictions qui traversent la bourgeoisie indienne, bourgeoisie nationale naissante mais vite obligée de subir la domination monopolistique de l'oligarchie sucrière franco-mauricienne. Ils étudient l'apparition d'un autre type de natio-

nalisme, avec le Mouvement Militaire Mauricien, anti-impérialiste et anticapitaliste, qui préconise une prise du pouvoir et une transformation économique sous contrôle populaire. L'état d'urgence imposé par le gouvernement en 1972 a fait évoluer le MMM, qui a désormais un rôle d'opposant principal à un régime de plus en plus impopulaire et répressif. Cette étude ne néglige pas le facteur culturel et linguistique ainsi que le poids des religions (catholique et hindouiste notamment), dans la formation sociale mauricienne.

Les auteurs estiment que le Mouvement Militant Mauricien doit surmonter ses divisions internes et s'intégrer davantage dans la lutte internationale contre l'impérialisme aujourd'hui menaçant dans l'Océan Indien, (entité dont les îles Maurice, comme la Réunion, les Seychelles et les Comores font partie). L'indépendance d'une île dominée économiquement reste vide de sens, si l'unité des pays opprimés d'une région ne se réalise pas contre l'ennemi commun.

A.L. ■

● « Les luttes de classes en URSS »

de Charles Bettelheim

Cet ouvrage est un élément utile pour le débat sur la société de transition au socialisme. Dommage qu'il soit un peu ardu à lire ; il semble que ce soit volontaire, mais pas toujours nécessaire pour laisser l'impression d'un livre solide !

La distinction entre les rapports du PC, de l'Etat avec les paysans d'une part et la classe ouvrière d'autre part, qui recoupe une révolution démocratique pour les uns et socialiste pour les autres, le rôle des analyses marxistes vivantes (et donc parfois erronées) et réalistes de Lénine, le rôle des couches ou classes petites bourgeoises qui gangrènent le parti de l'Etat, les positions de Staline et Trotsky face à des problèmes concrets comme le rôle des syndicats, la régionalisation, tout cela est examiné concrètement, un peu comme nous vivons aujourd'hui les difficultés de la révolution portugaise. Mais le cœur de cette analyse, c'est le rôle — principal pour la transition au socialisme —

de l'évolution des rapports sociaux dans la société.

Bettelheim montre comment, pressé par les contraintes de simple survie, par la relative faiblesse du PC et la force de la petite bourgeoisie, la révolution des rapports sociaux n'a pu se développer et les germes d'une nouvelle classe bourgeoise poussent sur une structure sociale en fin de compte restée capitaliste. D'une certaine façon, la lutte de classe n'a plus été menée par le PC ; dès qu'il a contrôlé l'Etat, la révolution socialiste a alors reculé.

Cette analyse s'oppose au courant économiste du marxisme, qui voit le développement du socialisme principalement dans le développement des forces productives, lequel impliquerait automatiquement des rapports sociaux.

Plus d'une fois Bettelheim se réfère à la Chine comme menant, elle,

PAIDOGUIDES
la bibliothèque des enseignants

Emile Chanel
Pédagogie
et éducateurs socialistes
les hommes, les idées, les réalisations

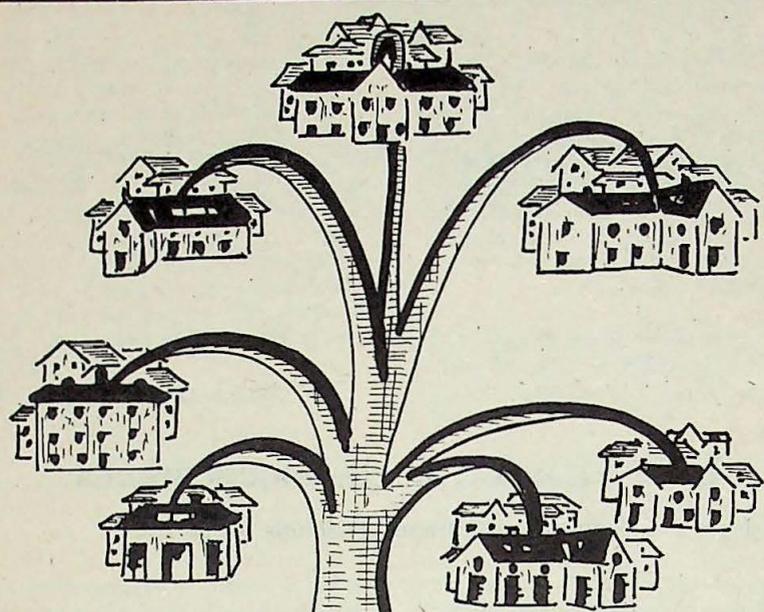
De Platon à Gramsci :
les noms et les textes les plus significatifs

De l'URSS à Cuba
les expériences les plus marquantes

45 F



le Centurion / Formation



Une autre ville, une autre vie

◻ L'autre week-end, les responsables de l'action urbaine et écologique de nombreuses fédérations du PSU se sont réunis à Paris. Cette réunion a permis de faire le point sur le gaspillage et les exactions du capitalisme, qui deviennent plus criants que jamais.

Les capitalistes, frustrés des super-profits que leur permettait le pillage des pays pétroliers, s'efforcent maintenant de trouver de nouvelles sources de profit, et très accessoirement d'énergie. Au mépris des dangers de l'énergie nucléaire, ils prétendent imposer aux travailleurs la charge d'investissements considérables. Une grande partie de l'activité quotidienne des ouvriers et employés n'est-elle pas dépensée en pure perte ? Les produits d'utilité douteuse se multiplient, sans cesse renouvelés.

Aussi les protestations contre le programme électro-nucléaire ne sont-elles pas celles de secteurs conservateurs, mais au contraire de travailleurs des campagnes comme des villes qui ne veulent plus voir leur existence gaspillée pour les besoins du capitalisme.

Ce refus du genre de vie capitaliste repose, comme l'indique le sondage de l'EDF (TS n° 671), sur une base sociale plus large. Les ajustements apportés par le gouvernement au programme de l'EDF ne modifient rien aux objectifs et aux dangers. C'est pourquoi il est indispensable que la lutte contre le programme électro-nucléaire soit portée à un autre niveau. Les militants du PSU vont d'ailleurs poser aux organisations engagées dans cette campagne, de nouvelles initiatives locales, régionales et nationales.

Les projets électro-nucléaires sont une des réponses du capitalisme français à la crise où il est entraîné. Mais cette « réponse » n'implique nullement une amélioration du sort des travailleurs. Au contraire le chômage, en diminuant directement et indirectement le revenu des travailleurs, est une des conditions d'amélioration du taux de profit. Dans ces circonstances, les revendications classiques sont avancées avec plus d'acuité et de volonté. Les loyers, les charges, les transports, en continue augmentation, pèsent de façon inacceptable sur les budgets amputés ou menacés. Las de l'inefficacité des pétitions, les travailleurs décident de réduire eux-mêmes ces dépenses. « L'autoréduction », largement expérimentée par les travailleurs italiens, devrait se développer dans ce pays dans les prochains mois. L'insertion des militants du PSU dans des luttes exemplaires comme celle de Bretagne, de Toulouse ou de Blois assure la popularisation des nouvelles luttes et la solidarité indispensable.

Cependant ces luttes, qui se développent en dehors des entreprises, dans l'indifférence voire la méfiance des directions des syndicats et partis ouvriers, peuvent se réduire à des explosions, sans prolongement, ni résultat. L'expérience des militants du PSU — et notamment en Bretagne — les conduit à repousser la fragmentation des revendications et des organisations. Mais au contraire, ils proposent et recherchent la constitution d'un mouvement permanent, de caractère syndical, qui assume l'ensemble de ces luttes, en devienne la mémoire, les rapprochant des luttes des entreprises. En s'intégrant à l'expérience collective de la classe ouvrière, ces luttes souligneraient que les changements sociaux nécessaires ne se réduisent pas à une amélioration du niveau de vie mais doivent porter sur l'ensemble des relations sociales, c'est-à-dire qu'ils réclament une véritable révolution.

A quoi cela sert-il de gagner cinquante francs de plus sur son salaire, grâce à une lutte ouvrière, si c'est pour les perdre par une augmentation abusive de loyers ou des charges locatives ? Cette réflexion des militants bretons du PSU dans un document sur « les HLM en Bretagne » (1), pose bien le

problème des luttes urbaines.

La lutte contre le capitalisme doit être globale. En effet, la société capitaliste enferme les familles populaires dans différents tiroirs : boulot, transport, école, consommation, loisirs, culture. Dans les quartiers, il

HLM :

contrats intéressants... pour WESTINGHOUSE, OTIS, etc.

Aucune réglementation ne limite la hausse des charges locatives qui subissent une inflation galopante.

Le désordre établi...

Les contrats sont conclus pour 10 ou 30 ans. Ils comportent toujours trois parties forfaitaires : la part « P1 » du combustible ; la part « P2 » de main-d'œuvre et petit entretien, et la part « P3 » de garantie pour les grosses réparations. D'après la loi, seules les parts P1 et P2 font partie des charges locatives. La troisième partie, inférieure en importance, est payée par l'Office (et donc par le locataire dans son loyer).

Finalement, c'est le chauffage qui constitue 70 à 80% de la dépense globale des charges locatives.

Les prix varient beaucoup dans une ville donnée et d'une ville à l'autre. Alors, comment comparer ? Il faut tout ramener à la même base. Pour le locataire ce sera évidemment le **prix par mètre carré de surface chauffée et par jour**.

Le système de prix forfaitaires conduit à des disparités incroyables. Nos camarades de Brest ont pu établir pour les différents quartiers HLM de leur ville des comparaisons intéressantes pour la saison 1973-1974. Les chiffres valent qu'on s'y arrête. Le chauffage valait 3,48 centimes par m² et par jour à Kermaria ; à Quéliverzan : 6,17 centimes. Concrètement, cela signifie que, pour un Fill de 66 m² de surface chauffée, le coût du chauffage varie de 423 F (Kermaria) à 749 F (Quéliverzan) pour 200 jours de chauffage en 1973-1974...

L'évolution des prix est dramatique. Toujours pour un Fill à Lorient (Kervéanec) le prix du chauffage était de 422 F pour 1971-1972 ; de 446 F pour 1972-1973 ; de 675 F pour 1973-1974 ; et de 800 F (prévision pour 1974-1975. Il aura donc doublé en quatre ans !

Le profit des sociétés capitalistes augmente évidemment avec l'augmentation du prix du fuel car l'écart entre la consommation forfaitaire et réelle reste, lui, le

◻ En matière de loyers bruts exigés par les Offices publics HLM, ce sont surtout les politiques foncières et de logements sociaux pratiquées par l'Etat et la société capitaliste que nous avons mises en cause. Avec les charges locatives, nous rentrons dans un domaine où les offices ont une plus grande liberté d'action... mais où le profit privé apparaît plus concrètement.

Les HLM sont soumises à l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 qui constitue une énumération limitative des charges locatives que les offices, propriétaires, peuvent récupérer sur les locataires. Les Offices sont tenus d'adresser ou de mettre à la disposition des locataires, quinze jours avant d'en réclamer le paiement, le compte détaillé des charges et les factures justificatives. Sinon les locataires ne sont pas tenus de payer leurs charges...

Ce droit, il faut l'exercer (si nécessaire adresser à l'OPHLM une lettre recommandée avec accusé de réception), car des militants formés peuvent y apprendre des éléments intéressants.

En général, ces « charges locatives » comprennent : le chauffage (s'il est collectif), l'eau froide (et chaude), l'ascenseur, l'entretien des appareils (chauffe-eau, antennes de télé), etc. et une taxe proportionnelle au loyer brut (2,50%). La répartition se fait selon la dépense réelle (eau), la surface de l'appartement (chauffage), mais elle peut aussi être fixée (assurance, balayage...).

Dans ce domaine, la marge de manœuvre de l'OPHLM est large. Faute de personnel, il confie en général la gestion de ces services à des sociétés privées. Ainsi l'entretien des chauffe-eau est confié à THERMIE-SERVICE à Saint-Brieuc, SODRAGAZ à Brest etc. Les ascenseurs font l'objet de

Rectificatif :

Des erreurs se sont glissées dans l'article de TS (n° 671) sur La tour Keller : autoréduction des loyers. Ce sont les locataires qui ont poursuivi la société HLM en justice et non l'inverse. Nous reviendrons plus longuement sur cette lutte dans un prochain numéro du journal.

DANS LES VILLES

faut donc mener les luttes de contrôle sur le logement, la consommation, l'école, de front.

C'est le sens de la campagne du PSU pour le contrôle populaire. Les luttes des organisations syndicales et des associations populaires doivent converger. Envisa-

ger, au nom des programmes électoraux, le travailleur comme un portefeuille qui se remplit d'un côté et se vide d'un autre, l'enfermer dans la logique de multiples associations séparées et catégorielles, c'est se condamner à l'impuissance.

Les victoires acquises par

la classe ouvrière italienne dans les luttes d'autoréduction des loyers, du prix des transports, des impôts, l'ont été parce qu'elles ont été prises en charge et animées par des syndicats ouvriers. Elles montrent la voie.

A leur manière, les militants de la fédération bre-

tonne du PSU ouvrent une brèche en imposant un contrôle de la politique des HLM. Nous publions donc une partie de leur dossier consacré à la lutte sur les charges locatives. Y.S. ■

(1) HLM de Bretagne : 2 F PSU-Bretagne-Documentation en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée — 75015-Paris.

comment ils nous volent

même ! En effet, le P1 et le P2, bien que forfaitaires, sont augmentés directement en fonction du prix du combustible (hectolitre ou tonne de fuel ; m3 de gaz). **Un vol légal : c'est le système du désordre établi !**

Comment intervenir ?

Depuis l'an dernier, l'Etat accorde une allocation forfaitaire de chauffage à ceux qui ont déjà l'allocation-logement. C'est un succès partiel de la lutte des locataires. Partiel seulement, car d'une part, l'allocation ne tient pas compte de la dépense réelle, et d'autre part, elle ne réduit en rien les profits des sociétés privées. Il faut donc aller plus loin et contrôler les charges.

La plupart des luttes des locataires de ces dernières années, ont pris en charge ce problème avec quelques succès spectaculaires en Bretagne (Rennes, Brest...).

1. Chaque association de locataires peut avoir accès aux factures et connaître le P1 et le P2 en le demandant à leur Office (loi de 1948).

2. Le profit maximum de la société est fait surtout sur le P1 : la société qui achète son gaz ou son fuel en gros le revend à l'Office avec un profit. Entre la consommation forfaitaire (facturée à l'Office et donc aux locataires), et la consommation réelle, il y a des

écarts parfois importants. Or, pour un climat donné, et les immeubles aux normes de construction données, il est possible d'évaluer la consommation réelle (quand le relevé « à la source » ou au compteur n'est pas possible). On consultera à ce sujet la brochure (« la vérité sur les charges locatives ») réalisée en 1974 par la CNAFP (28, bd de Sébastopol, Paris 75004).

3. Quand l'écart et le profit de la société privée sont évalués, il faut passer à l'attaque. Contrairement à ce qu'affirment les directeurs et présidents d'Office et les complices des sociétés privées, **il est possible de modifier un contrat de chauffage en cours d'exercice**. Sans déboires pour les locataires, le P1 ne peut être enlevé du contrat par un simple **avenant**, c'est-à-dire que la consommation réelle de combustible peut être directement prise en charge par l'Office et retirée à la société privée. L'exemple de la ZUP de Brest (Comité de Défense des locataires HLM-LN, 8, square du Poitou - Brest, 29200) est particulièrement significatif.

Pour lutter contre l'exploitation des locataires HLM, il faut « collectiviser » les charges locatives, c'est-à-dire d'abord exiger la prise en charge intégrale des entretiens et du chauffage collectif par les Offices et, en même temps, **imposer le contrôle des locataires** sur les dépenses (accès aux documents : factures ;

contrats, etc.) Le rapport de force se crée par la lutte collective, même si certains points d'appui dans les Offices peuvent s'avérer utiles...

Dans le domaine des charges locatives, la responsabilité du capitalisme, mais aussi des Conseils d'administration des Offices est très lourde. Les associations ont toujours intérêt à étudier de près leur composition en termes de classes sociales. Quand un administrateur est avocat, commerçant, ou officier de marine en retraite, le « social », ça fait bien, mais on a toujours une oreille attentive du côté des PDG des entreprises privées...

blanches, vertes, roses...

Or l'Office distingue soigneusement entre sa **gestion**, dont la direction et le Conseil d'administration sont responsables, et le **recouvrement des loyers**, confié au receveur de l'Office et au Trésor public.

Quand une contestation collective s'élève, chacun se renvoie la balle... au dépens des locataires. Il ne faut donc pas se laisser piéger par cette tactique, d'autant plus que le Trésor public dispose à l'égard des contestataires de moyens de répression.

D'après la loi, les loyers et charges locatives sont assimilés à des impôts et la répression du

percepteur suit un processus bien défini. Concrètement, il s'agit de la lettre « blanche » (simple rappel), « verte » (délai de 12 jours), « rose » (délai de 3 jours), « bleue » (exécutoire avec frais à payer et amende pouvant atteindre 10%), puis la saisie rendue exécutoire par le préfet et le maire.

La tactique des Offices consiste à confondre toutes les sommes versées par les locataires. Ceci est illégal ; les charges locatives ne sont dues **qu'à la fin de l'exercice** (de l'année). Théoriquement, si le locataire paye son loyer brut et le précise sur son chèque ou à la caisse, il a donc un délai pour réagir. Ce droit, il faut le faire valoir.

Par contre la suspension du paiement du loyer brut (ou d'un montant équivalent à un mois de loyer) peut déclencher le processus immédiatement. De plus, quand trois mois de loyers bruts n'ont pas été payés, la CAF peut verser directement l'allocation-logement et de chauffage à l'Office d'HLM sur sa demande.

Le jour où les locataires de Rennes à Brest, de Quimper à Fougères, de Nantes à Saint-Brieuc se mettront à comparer leurs loyers et les charges locatives... certaines sociétés capitalistes commenceront à trembler.

Extraits de «**COMBAT SOCIALISTE BRETAGNE**» ■





Il aura donc fallu que cinq militants ouvriers soient assassinés à Burgos, Barcelone et Madrid, pour que Giscard d'Estaing fasse dire que « l'Elysée et le gouvernement n'étaient pas restés indifférents ». Et de mettre en avant les avantages de la diplomatie secrète, et de déplorer la rapidité des réactions de la plupart des autres gouvernements européens...

★ Celui qui voulait donner de la France une « image externe libérale » apparaît sous un jour cru, comme un misérable Tartuffe, doublé d'un boutiquier.

Car nul n'ignore que le capitalisme français participe de plus en plus activement — en concurrence ouverte avec l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis — au développement de l'économie espagnole. Les intérêts de grandes entreprises françaises, telles Renault ou Michelin, sont de plus en plus étroitement imbriqués, non seulement avec ceux des bourgeoisies espagnoles, mais aussi avec l'appareil d'Etat franquiste, et — quand il y a grèves et mouvements sociaux — avec sa police.

Alors même qu'une grande partie de la bourgeoisie espagnole prend ses distances par rapport au régime, et cherche un type de « solution démocratique » qui faciliterait son entrée dans le Marché commun et permettrait de trouver un nouvel équilibre économique, politique et social (solution vaine : voir l'article de

Marc Echeverry page 7), Giscard d'Estaing décide lui, avec Kissinger, de soutenir Franco.

Cette position s'avérant intenable aux yeux de l'opinion publique française, il met en avant deux explications. La première, hélas reprise avec autant de tartufferie — sans parler d'une méconnaissance aveuglante de la situation réelle espagnole — par Maurice Duverger dans *Le Monde*, consiste à évoquer le nationalisme très chatouilleux des Espagnols, et du coup de redouter les effets déplorables qu'auraient les manifestations à l'étranger, sur une sensibilité hispanique exacerbée. La deuxième relève des « grands desseins », apparus sous Pompidou, et toujours affichés, concernant la politique méditerranéenne de la France...

moins que jamais

Les deux arguments ne sont que paravents, qui ne reposent sur aucune donnée réelle. Moins que jamais, les peuples d'Espagne ne se reconnaissent, si peu que ce soit, dans le système fran-

quiste. L'horreur est aujourd'hui à son comble. La vérité est que la classe ouvrière, les peuples d'Espagne, se souvenant de 1945, savent qu'il leur appartient de prendre eux-mêmes leurs affaires en main.

Si quelque chose subsiste, c'est un certain scepticisme par rapport à l'action du mouvement ouvrier international. Mais quand celle-ci se déclenche, quand la solidarité active et massive se produit, c'est la joie qui envahit les ateliers et les usines. A tous les niveaux. J'en porte témoignage concret, après de multiples entretiens.

Il est une manière de parler de l'Espagne éternelle et de sa fierté ombrageuse, de porter « l'Espagne au cœur » — certes pas comme Neruda, mais en bandoulière —, qui frise l'indécence et heurte, elle, les sentiments non seulement des militants mais de tous les peuples d'Espagne. Au surplus et à propos de ce nationalisme, comment peut-on feindre d'ignorer les problèmes basque, catalan, galicien... « Excès séparatiste », dit Duverger, parlant comme un vulgaire Chirac.

Reste la « politique méditerranéenne » de Giscard. Ses choix sont évidents.

Tout le temps où la junte sinistre de Papadopoulos eut le

pouvoir en Grèce, elle bénéficia de l'appui français. Aujourd'hui, c'est Caramanlis que l'on consolide, afin d'éviter que les forces socialistes développent leur action.

une méditerranée atlantique

Au Portugal, pendant toute la première phase de la révolution, Giscard a refusé tout appui économique et pesé de tout son poids pour que la CEE fasse de même. Il fallait réunir des conditions politiques que les révolutionnaires portugais n'entendaient pas lui donner.

De fait, la politique méditerranéenne de Giscard relève d'une double préoccupation : préserver à la fois les intérêts du capitalisme français dans cette région du monde, et le flanc sud européen de l'OTAN.

Nous voici loin de l'humanitarisme réaliste proclamé...

Nous savons, quant à nous, quelle est la vraie voie. Elle nous est indiquée, avec une bouleversante sérénité, quelques minutes avant de mourir sous les balles du peloton d'exécution, par Txiki, quand il dit à sa mère : « Dis-leur qu'il faut avant tout s'unir et lutter ».

Christian GUERCHE ■